

APRC/92/REP

RAPPORT

New Delhi,
Inde,
10-14 février
1992

**Vingt et unième
Conférence régionale
de la FAO pour l'Asie
et le Pacifique**



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Etats Membres de la FAO dans la région Asie (au 14 février 1992)

Bangladesh	Japon	Philippines
Bhoutan	Laos	Royaume-Uni
Cambodge	Malaisie	Samoa
Chine	Maldives	Sri Lanka
Corée, Rép. de	Mongolie	Thaïlande
Corée, Rép. pop. dém. de	Myanmar	Tonga
Fidji	Népal	Vanuatu
Inde	Pakistan	Viet Nam
Indonésie	Papouasie-Nouvelle-Guinée	

Etats Membres de la FAO dans la région Pacifique Sud-Ouest (au 14 février 1992)

Australie	France	Salomon, îles
Cook, îles	Nouvelle-Zélande	Samoa
Etats-Unis d'Amérique	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Tonga
Fidji	Royaume-Uni	Vanuatu

Date et lieu des Conférences régionales de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

Première	— Bangalore, Inde, 27 juillet-5 août 1953
Deuxième	— Kandy, Ceylan, 20-25 juin 1955
Troisième	— Bandung, Indonésie, 8-18 octobre 1956
Quatrième	— Tokyo, Japon, 6-16 octobre 1958
Cinquième	— Saïgon, République du Viet Nam, 21-30 novembre 1960
Sixième	— Kuala-Lumpur, Malaisie, 15-29 septembre 1962
Septième	— Manille, Philippines, 7-21 novembre 1964
Huitième	— Séoul, République de Corée, 15-24 septembre 1966
Neuvième	— Bangkok, Thaïlande, 4-15 novembre 1968
Dixième	— Canberra, Australie, 27 août-8 septembre 1970
Onzième	— New Delhi, Inde, 17-27 octobre 1972
Douzième	— Tokyo, Japon, 17-27 septembre 1974
Treizième	— Manille, Philippines, 5-13 août 1976
Quatorzième	— Kuala-Lumpur, Malaisie, 25 juillet-3 août 1978
Quinzième	— New Delhi, Inde, 5-13 mars 1980
Seizième	— Jakarta, Indonésie, 1-11 juin 1982
Dix-septième	— Islamabad, Pakistan, 24 avril-3 mai 1984
Dix-huitième	— Rome, Italie, 8-17 juillet 1986
Dix-neuvième	— Bangkok, Thaïlande, 11-15 juillet 1988
Vingtième	— Beijing, Chine, 23-27 avril 1990
Vingt et unième	— New Delhi, Inde, 10-14 février 1992

Rapport de la
VINGT ET UNIEME CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO
POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

New Delhi (Inde), 10 - 14 février 1992

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Rome, 1992

TABLE DES MATIERES

RESUME DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

v - viii

Paragraphes

I.	INTRODUCTION	1 - 26
	Organisation de la Conférence	1 - 6
	Cérémonie d'ouverture	7 - 15
	Election du Président, des Vice-Présidents et du Rapporteur	16 - 17
	Adoption de l'ordre du jour et du calendrier	18
	Discours d'ouverture du Directeur général	19 - 26
II.	EXPOSES NATIONAUX ET DEBAT GENERAL SUR LA SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE DANS LA REGION	27 - 84
	Introduction	27 - 30
	Résultats du secteur agricole	31 - 47
	Dégradation des terres	48 - 54
	Transformation des produits agricoles	55 - 66
	Commerce agricole	67 - 70
	Recherche agricole	71
	Environnement et foresterie	72 - 79
	Déclarations des délégations d'observateurs	80 - 84
III.	RAPPORT SUR LES ACTIVITES DE LA FAO DANS LA REGION EN 1990-91	85 - 107
IV.	DEVELOPPER LES AGRO-INDUSTRIES POUR AMELIORER LA SITUATION DE L'EMPLOI ET LES REVENUS EN ZONE RURALE	108 - 123
V.	STRATEGIES REGIONALES POUR ARRETER LA DEGRADATION DES TERRES	124 - 135
VI.	REPRESENTATION DE LA REGION AU GROUPE CONSULTATIF POUR LA RECHERCHE AGRICOLE INTERNATIONALE (CGRAI)	136 - 141
VII.	LE POINT SUR LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA NUTRITION (CIN)	142 - 147

Paragrapbes

VIII. CONCLUSIONS	148 - 158
Quatrième Conférence technique internationale sur les ressources phytogénétiques	148
Date et lieu de la vingt-deuxième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique	149 - 152
Adoption du rapport	153
Clôture de la Conférence	154 - 158

ANNEXES

- A - Ordre du jour
- B - Liste des participants
- C - Liste des documents
- D - Allocution d'ouverture de Sri P.V. Narisimha Rao,
Premier Ministre
- E - Déclaration du Directeur général

RESUME DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Activités de la FAO dans la région

A l'attention des gouvernements:

La Conférence:

1. a encouragé tous les Etats Membres à verser ponctuellement leurs contributions à la FAO (par. 97);
2. a recommandé aux pays de la région de participer plus activement aux travaux de la Commission du Codex Alimentarius et en particulier à ceux des comités du Codex sur les additifs alimentaires, les pesticides et l'étiquetage des denrées alimentaires (par. 99);
3. a souligné qu'il importe de poursuivre les activités visant à soulager la pauvreté rurale et a suggéré d'accorder une priorité élevée au renforcement des capacités nationales en matière de recherche et de vulgarisation et aux programmes visant à promouvoir la communication rurale, la formation des agriculteurs et la participation locale (par. 101).
4. a mis l'accent sur l'intensification des activités de lutte contre les ravageurs grâce aux programmes de lutte intégrée contre les ravageurs et sur la nécessité d'intégrer ces pratiques dans les grands programmes phytosanitaires nationaux et dans les services de vulgarisation des pays en développement (par. 106).

A l'attention de la FAO:

La Conférence:

5. a souligné qu'il convient d'accorder une priorité absolue aux activités de la FAO dans les domaines suivants: environnement et développement durable, nutrition, foresterie, pêches, ressources génétiques, biotechnologies, lutte intégrée contre les ravageurs et analyses et conseils en matière de politique (par. 95);
6. a recommandé que la FAO continue à accorder la priorité à son rôle consultatif en matière de politiques relatives à l'environnement et au développement durable (par. 98);
7. a suggéré que la FAO redouble d'efforts pour obtenir des fonds du PNUD et recherche d'autres sources de financement afin d'organiser des activités de formation pour renforcer les capacités nationales en matière de qualité et de sécurité des denrées alimentaires (par. 100);
8. a fait observer que les Commissions régionales de la FAO basées au Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique facilitent le processus de TCPD et que les conseils politiques qu'elles fournissent aux gouvernements sont souvent déterminants et a recommandé par conséquent que les activités des Commissions régionales soient résumées et fassent l'objet d'un rapport aux futures sessions de la Conférence (par. 102);

9. reconnaissant l'utilité des activités menées par divers réseaux régionaux, a recommandé qu'un tableau synoptique des activités des réseaux régionaux soit établi et présenté à ses futures sessions (par. 103);
10. a recommandé que la FAO établisse un rapport supplémentaire sur les activités de la FAO dans les pays insulaires du Pacifique afin de faciliter l'évaluation des activités passées et la planification des activités futures (par. 104);
11. a exprimé le vif désir que la FAO procède à une étude détaillée de certains aspects de l'agriculture et du développement rural dans les pays de la région Asie-Pacifique, comme cela a été fait pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes (par. 105);
12. reconnaissant le rôle des coopératives agricoles dans la lutte contre la pauvreté rurale, a recommandé que la FAO et d'autres organismes internationaux appropriés appuient sans réserve le réseau de coopératives agricoles récemment créé (par. 107).

Développer les agro-industries pour améliorer la situation de l'emploi et les revenus en zone rurale

A l'attention des gouvernements:

La Conférence:

13. a exprimé le souhait que les Négociations commerciales multilatérales du GATT aboutissent rapidement (par. 112);
14. a recommandé que les pays prennent des mesures pour octroyer aux petites industries des crédits spécialisés. Ces mesures devraient être accompagnées de politiques appropriées en matière de fiscalité et d'investissements initiaux (par. 116);
15. a prié instamment les pays d'instaurer des mesures nationales de lutte contre la pollution, de réaliser des études d'impact écologique et d'aider les industries à adopter des pratiques non polluantes (par. 118);
16. a insisté pour que les gouvernements réalisent, notamment à l'intention des femmes, des activités de formation professionnelle et de perfectionnement et tentent activement d'associer les ONG à la fourniture de services d'appui (par. 119);
17. a instamment prié les gouvernements de concevoir les agro-industries comme un secteur stratégique capable de mieux valoriser les ressources disponibles, d'accroître les revenus et d'améliorer la qualité de la vie (par. 121);
18. a noté que des groupements sous-régionaux comme l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) et la Commission du Pacifique Sud (CPS), peuvent encourager la coopération en mettant en commun leur expérience régionale/sous-régionale en matière d'agro-industries (par. 123).

A l'attention de la FAO:

La Conférence:

19. a suggéré que les coopératives de la région soient regroupées en réseaux de façon à encourager la solidarité, à améliorer la qualité des produits et à élargir les débouchés (par. 115);
20. a exprimé la souhait que la FAO dresse l'inventaire des techniques agro-industrielles disponibles dans le secteur des cultures (par. 122).

Stratégies régionales visant à arrêter la dégradation des terres

A l'attention des gouvernements:

La Conférence:

21. a souligné que c'est aux gouvernements nationaux qu'il incombe en premier lieu d'arrêter la dégradation des terres. Ils devraient lancer des programmes intégrés d'aménagement des ressources en terre qui soient compatibles avec les principes de développement durable. Pour progresser sensiblement dans ce domaine, les gouvernements doivent absolument travailler en collaboration avec le secteur industriel, les ONG et les communautés locales (par. 131);
22. a recommandé aux gouvernements de formuler, le cas échéant, les politiques et stratégies appropriées et de renforcer les services s'occupant de la recherche développement et de la vulgarisation. La voie législative est un outil important dont les gouvernements disposent pour enrayer la dégradation des terres (par. 132).

A l'attention de la FAO:

La Conférence:

23. a exhorté la FAO à envisager la possibilité de renforcer la collecte et l'analyse de données sur la dégradation des terres (par. 128);
24. a recommandé à la FAO de continuer à aider les Etats Membres à formuler des stratégies et politiques nationales et à mettre au point et appliquer des techniques appropriées qui permettent d'enrayer la dégradation des terres (par. 135);

Représentation de la Région au Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI)

A l'attention des gouvernements:

La Conférence:

25. a confirmé que l'Inde et le Samoa continueront à représenter la Région au GCRAI jusqu'en 1994, comme cela a été décidé à la vingtième session (par. 138);
26. a exhorté les Etats Membres à désigner des chargés de liaison pour faciliter le dialogue avec les représentants de la région et pour se tenir au courant des problèmes et priorités de la région, ainsi que des possibilités d'utiliser la recherche internationale comme source d'assistance (par. 139).

A l'attention de la FAO:

La Conférence:

27. a demandé à la FAO de fournir toute l'assistance voulue pour renforcer la liaison entre le GCRAI et la région (par. 139);

Le point sur la Conférence internationale sur la nutrition

A l'attention des gouvernements:

La Conférence:

28. a instamment prié les Etats Membres de prendre une part active à toutes les phases de la CIN, c'est-à-dire à ses préparatifs, à la Conférence elle-même et à son suivi (par. 143);
29. notant que les ONG contribuent largement à assurer le bien-être nutritionnel des populations, a insisté pour qu'elles participent aussi aux activités consécutives à la CIN (par. 146).

A l'attention des gouvernements et de la FAO:

La Conférence:

30. a souligné que la CIN ne doit pas être considérée comme une fin en soi, mais plutôt comme une étape d'un processus continu incitant à faire davantage d'efforts pour prévenir et soulager les problèmes de la faim et de la malnutrition (par. 147).

Quatrième Conférence technique internationale sur les ressources phytogénétiques

A l'attention de la FAO:

La Conférence:

31. a approuvé la recommandation formulée par la Conférence de la FAO à sa vingt-sixième session (Rome, novembre 1991) tendant à ce que la FAO organise la quatrième Conférence technique internationale pour la conservation et l'utilisation des ressources phytogénétiques en coopération avec d'autres organisations intéressées et notamment avec le CIRP et d'autres centres relevant du GCRAI (par. 148).

Date et lieu de la vingt-deuxième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

A l'attention de la FAO:

La Conférence:

32. a pris note de l'offre de la République populaire démocratique de Corée d'accueillir la vingt-deuxième Conférence régionale de la FAO et a prié le Directeur général de la FAO de tenir dûment compte de cette offre au moment de décider du lieu et des dates de la Conférence en consultation avec les gouvernements des Etats Membres (par. 152).

I. INTRODUCTION

Organisation de la Conférence

1. La vingt et unième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique a eu lieu à New Delhi (Inde) du 10 au 14 février 1992.
2. Les Etats Membres ci-après ont participé à la Conférence: Australie, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Indonésie, République islamique d'Iran, Japon, Laos, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande, Tonga et Viet Nam.
3. Etaient également présents un observateur des Pays-Bas ainsi que des représentants des organismes et institutions spécialisées des Nations Unies ci-après: Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), Fonds international de développement agricole (FIDA), Organisation internationale du travail (OIT), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) et Programme alimentaire mondial (PAM). Des observateurs des organisations intergouvernementales suivantes ont aussi assisté à la session: Organisation afro-asiatique pour la reconstruction rurale (OAARR) et Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique (CIRDAP).
4. Les organisations non gouvernementales suivantes étaient également représentées: Alliance coopérative internationale (ACI), Confédération internationale des syndicats libres (CISL), Fédération internationale des travailleurs des plantations, de l'agriculture et des secteurs connexes (FITPASC), Union internationale des sciences de la nutrition (UISN), Union internationale des instituts de recherches forestières, Fédération syndicale mondiale (FSM), Association mondiale vétérinaire (AMV), Fédération mondiale des anciens combattants (FMAC) et Ordre de Malte.
5. La Conférence s'est félicitée de la présence du Président indépendant du Conseil de la FAO, M. Antoine Saintraint.
6. La liste des participants à la Conférence et la liste des documents du Secrétariat figurent respectivement aux Annexes B et C du présent rapport.

Cérémonie d'ouverture

7. La cérémonie d'ouverture de la Conférence a eu lieu le 10 février 1992. Le Directeur général de la FAO, M. Edouard Saouma, a souhaité la bienvenue au Premier Ministre indien, M. P.V. Narasimha Rao, ainsi qu'aux ministres, délégués, membres du Corps diplomatique et observateurs. Il a remercié le Gouvernement indien de son hospitalité, au nom de la FAO et des délégués participant à la Conférence. Il a constaté que 27 Etats Membres de la région ont envoyé des délégations à la Conférence. Nombre de délégations

sont conduites par des ministres ou vice-ministres, ce qui, a-t-il observé, témoigne de l'importance que les Etats Membres accordent à cette Conférence.

8. Le Ministre de l'agriculture du Gouvernement indien, M. Bal Ram Jakhar a souhaité la bienvenue, au nom de son gouvernement et de son peuple, à tous les participants à la Conférence. Il a rappelé que l'Inde a déjà eu, à trois reprises, l'honneur d'accueillir la Conférence régionale de la FAO, en 1953, 1972 et 1980. Cela montre bien que l'Inde n'a jamais cessé d'appuyer les objectifs et programmes de la FAO et l'action internationale tout en luttant de son côté contre la pauvreté et la faim. Il s'est déclaré convaincu que la Conférence produira des effets bénéfiques pour tous et qu'elle contribuera dans une large mesure à combler le fossé technique et les différences de ressources entre les pays de la région.

9. Le Premier Ministre indien, M. P.V. Narasimha Rao, a prononcé le discours d'ouverture. Il a fait remarquer que les pays de la région Asie et Pacifique ont de nombreux liens en commun, qu'ils ont une solide base agricole et qu'ils aspirent à améliorer le bien-être de leur population. Il a souligné que, depuis plus de 40 ans, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture joue un rôle essentiel dans l'amélioration des politiques et de la planification agricole des pays en développement. L'Organisation est, aujourd'hui, appelée à jouer un rôle encore plus important, car plusieurs pays sont en train de réorienter leurs politiques agricoles pour relever les défis des années 90 et des décennies à venir.

10. La plupart des pays de la région, dont l'Inde, ne peuvent plus étendre la superficie des terres agricoles. Comme les pressions exercées sur les ressources en terres et en eau augmentent, il est maintenant essentiel d'harmoniser développement agricole et viabilité écologique. Lorsque l'on aborde ces questions au niveau international, il faudrait que les pays fassent preuve de plus de souplesse et se préoccupent davantage de justice sociale.

11. Le Premier Ministre a souligné que de nombreux pays en développement d'Asie ne sont pas en mesure de tirer pleinement profit de la croissance économique mondiale à cause des barrières commerciales érigées par certains pays développés et des subventions massives auxquelles ces mêmes pays recourent pour protéger leur agriculture.

12. Les ajustements structurels représentent un processus dynamique visant à réunir les conditions voulues pour une croissance durable à l'intérieur d'un pays, mais ils lient aussi la croissance économique intérieure à l'économie internationale. Toutefois, les politiques suivies par certains pays développés, notamment dans les domaines des échanges de produits agricoles, compromettent les possibilités de développement agricole dans les pays en développement. Le Premier Ministre a exprimé le souhait que les Négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round examinent ces questions de façon équilibrée, compte tenu du rôle de l'agriculture dans le développement des pays du tiers monde.

13. Si l'on veut que les pays en développement tirent profit des progrès réalisés dans les technologies de pointe appliquées à l'agriculture, les pays développés et des organisations internationales telles que le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), le Centre international pour le génie génétique et les biotechnologies, l'Agence

internationale de l'énergie atomique (AIEA) et la FAO doivent, a-t-il fait observer, fournir des ressources et un appui scientifique et technique à long terme en vue de lancer une "révolution génétique".

14. Le Premier Ministre a fait remarquer qu'au cours des dernières décennies la pauvreté a augmenté, sous l'effet combiné d'une réduction des ressources en terres et d'un accroissement de la main-d'oeuvre rurale. Les pays en développement doivent faire face à des problèmes extrêmement variés. Pour les résoudre, la seule chose à faire est "de travailler dur et de planifier à l'échelle micro-économique, jusqu'au niveau des villages, des familles et des particuliers."

15. Le Premier Ministre a conclu son discours en invitant instamment à renforcer la coopération Sud-Sud pour chercher des solutions aux problèmes de la région. La coopération économique et technique entre pays en développement (CEPD et CTPD) est un véhicule idéal pour l'assistance mutuelle et le transfert de technologies.

Election du Président, des Vice-Présidents et du Rapporteur

16. Les délégués ont élu à l'unanimité M. Bal Ram Jakhar, Ministre de l'agriculture de l'Inde, au poste de Président de la Conférence.

17. La Conférence a également élu comme Vice-Présidents tous les ministres présents. M. Ruyat Wiratmadja (Indonésie) a été nommé Rapporteur.

Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

18. La Conférence a adopté l'ordre du jour, qui est reproduit à l'Annexe A du présent rapport.

Discours d'ouverture du Directeur général

19. Dans son discours d'ouverture, le Directeur général a cité un hymne des Upanishads - l'une des nombreuses sources antiques de sagesse de l'Inde - qui proclame un thème qui est celui de la Conférence: "De la nourriture naissent toutes les créatures qui vivent sur la terre. La nourriture les fait vivre et en mourant, elles redeviennent nourriture".

20. Faisant le bilan des années 80, il a fait remarquer que les agriculteurs ont réagi de manière décisive aux défis auxquels la région était confrontée. Aujourd'hui, la région Asie-Pacifique est celle dont la croissance économique est la plus rapide au monde. Les stocks céréaliers des pays en développement de l'Asie sont passés de 60 millions de tonnes en moyenne pendant la période 1974-76 à 93 millions de tonnes pour 1988-90. L'aquaculture, d'abord pratiquée pour approvisionner les zones intérieures manquant de protéines, s'est transformée en un secteur d'exportation dynamique. Le développement de la petite industrie laitière a ouvert la voie à la "révolution blanche". De nombreux organismes nationaux s'occupant du secteur agricole sont devenus de solides institutions aux capacités renforcées. La FAO a travaillé résolument avec les agriculteurs, forestiers et pêcheurs de la région pendant toute cette période difficile.

21. Dans les années 80, des organisations non gouvernementales ont adopté des approches créatives dans des domaines d'importance capitale. Les "mouvements de base" pourraient s'allier aux gouvernements, à la FAO et à d'autres institutions analogues pour lutter contre la faim.

22. Le Directeur général s'est félicité de la tendance croissante à l'intégration économique régionale et du rôle que jouent des groupements sous-régionaux tels que l'ANASE, l'ASARC et la CPS dans l'intensification de la collaboration entre les pays, en vue du développement.

23. Le Directeur général a souligné l'énormité des problèmes qui restent à résoudre, malgré les progrès accomplis. La région Asie-Pacifique compte encore plus de 300 millions de mal nourris. Dans beaucoup trop de pays, une espérance de vie tronquée est la règle. L'espérance de vie moyenne en Asie est d'un peu plus de 63 ans, contre 81 ans dans les pays industriels avancés. Il convient de noter à ce propos la pertinence des préparatifs de la Conférence internationale sur la nutrition, qui doit se tenir à Rome en décembre 1992 sous les auspices de la FAO et de l'OMS.

24. Le Directeur général a insisté pour que des stratégies soient mises au point qui intègrent la croissance et l'emploi agricoles et l'industrialisation rurale afin d'accroître les revenus et d'améliorer l'accès aux vivres des familles rurales. Ces questions font l'objet d'un des points de l'ordre du jour de la Conférence.

25. Le Directeur général a mentionné de graves lacunes qui restent à combler: réformes structurelles, dégradation croissante des terres et enlisement de la réforme agraire. Le progrès technologique ne portera de fruits que s'il est accompagné de réformes institutionnelles en matière de régime foncier, de fiscalité, de droits de succession, de crédit et de commercialisation. Sans réforme structurelle, les espoirs que suscite la perspective d'une agriculture et d'un développement rural durables seraient éphémères.

26. Le texte intégral de la déclaration du Directeur général figure à l'Annexe E du présent rapport.

II. EXPOSES NATIONAUX ET DEBAT GENERAL SUR LA SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE DANS LA REGION

Introduction

27. Des exposés nationaux ont été présentés par les délégués des Etats Membres ci-après: Australie, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Corée (République de), République populaire démocratique de Corée, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Japon, Laos, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande, Tonga et Viet Nam.

28. Plusieurs délégations ont souligné que l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture joue un rôle vital dans l'amélioration des politiques agricoles et la planification des pays en développement depuis plus de 40 ans. Ce rôle est d'autant plus important que plusieurs pays ont entrepris de réorienter leurs politiques agricoles pour relever les défis des années 90 et au delà.

29. Ces délégations ont fait observer que, malgré les contraintes financières actuelles, la FAO fournit une assistance efficace aux Etats Membres grâce aux activités de son programme ordinaire et de son programme de terrain et ont invité tous les Etats Membres à verser ponctuellement leurs contributions à l'Organisation.

30. Les pays ont approuvé le programme de travail et les priorités de la FAO, tels qu'ils sont décrits dans le Plan à moyen terme 1994-99 et ont été approuvés par la Conférence de la FAO, à sa vingt-sixième session, en novembre 1991.

Résultats du secteur agricole

31. Plusieurs pays ont enregistré une hausse de leur production céréalière par rapport à l'exercice précédent. Malgré cette amélioration générale, il reste encore beaucoup à faire pour améliorer la productivité et assurer la durabilité de la production, notamment dans les zones non irriguées. Il reste notamment à améliorer la répartition et l'intensité des cultures, ainsi que les méthodes de gestion des cultures. Une dizaine de pays parmi les moins avancés de la région connaissent encore de grosses difficultés pour accroître leur production agricole.

32. Les conditions extérieures ayant une influence sur le développement agricole demeurent défavorables. De nombreux pays du monde entier entrent dans une période de récession économique et souffrent de la stagnation de la croissance, de dettes extérieures et de la faiblesse des prix des produits de base. Un protectionnisme exacerbé en matière d'échanges agricoles internationaux entraîne une détérioration des termes de l'échange pour les produits de base et l'assistance extérieure est loin de correspondre aux besoins réels des pays en développement.

33. L'Australie connaît actuellement une grave crise agricole. La sécheresse dans l'est du pays, la faiblesse des prix des produits de base, les restrictions en matière d'accès aux marchés et le dérèglement des marchés mondiaux dû aux subventions se conjuguent à une récession économique générale.

34. Au Bangladesh, il n'est déjà plus possible d'étendre la superficie des terres cultivées: quelque 9,2 millions d'hectares sont désormais consacrés à l'agriculture et l'intensité des cultures est de près de 160 pour cent. Les futurs gains de production nécessaires pour faire front à la croissance démographique ne seront possibles que grâce aux biotechnologies. Aussi la délégation du Bangladesh a-t-elle demandé qu'un institut régional des biotechnologies soit créé dans ce pays.

35. Le Bhoutan, qui entre dans le dernier semestre de son sixième Plan de développement quinquennal, accorde une priorité absolue à l'agriculture. Les cultures horticoles, la propagation des champignons et la production d'huiles essentielles bénéficient d'un rang de priorité élevé en raison de leur important avantage comparatif et de leur valeur commerciale. Pour remédier aux pénuries chroniques de main-d'oeuvre et, en particulier pour former du personnel qui travaillera dans l'agriculture, la foresterie et les pêches, le Bhoutan a créé l'Institut national de formation des ressources humaines en 1992.

36. En 1991, certaines régions de la Chine ont été affectées par de graves inondations et d'autres par la sécheresse. Néanmoins, la production agricole, notamment la production de céréales, de coton et d'oléagineux, avec 435 millions de tonnes, a atteint un niveau à peine inférieur au record absolu de 1990.

37. En Inde, des récoltes de céréales alimentaires records ont été rentrées pour la troisième année consécutive. On prévoit que la production totale de céréales alimentaires pour 1991-92 atteindra le niveau de l'an dernier, qui était de 176 millions de tonnes. Le huitième Plan vise non seulement à assurer l'autosuffisance en matière de production agricole mais à produire des excédents de certains produits agricoles pour l'exportation.

38. Dans le cas de l'Indonésie, une sécheresse prolongée a nui à la récolte de riz. La production totale pour 1992 est estimée à 44,2 millions de tonnes, soit un niveau légèrement inférieur à celui de la récolte de l'année précédente. Toutefois, la situation générale des approvisionnements alimentaires demeure satisfaisante, même si les stocks détenus par l'Agence logistique nationale sont estimés inférieurs à la normale.

39. Le Japon a fait observer, qu'en tant que nation ayant connu il n'y a pas si longtemps de graves pénuries alimentaires et la famine, la stabilité des approvisionnements alimentaires à long terme est une question qui le préoccupe beaucoup. En ce qui concerne les denrées alimentaires de base comme le riz, il doit maintenir sa production intérieure à un niveau suffisant pour assurer la sécurité alimentaire nationale.

40. La Malaisie, après avoir mis l'accent sur une agriculture orientée sur les produits, s'intéresse aujourd'hui davantage à une agriculture orientée vers les agriculteurs, les éleveurs et les pêcheurs.

41. Le Myanmar a signalé que son gouvernement a approuvé récemment des lois accordant des droits d'occupation sur des terres d'une superficie allant de 400 à 2 000 hectares pour l'agriculture, de 2 000 hectares pour l'élevage de bovins, de 800 hectares pour l'aquaculture et de 200 à 400 hectares pour l'élevage d'autres ruminants. Les projets sont ouverts à la participation étrangère et associés à des dégrèvements fiscaux.

42. Le Népal signale des efforts accrus en matière d'entreposage des denrées périssables et de transformation des produits cultivés ou récoltés sur les versants montagneux comme le gingembre, le cardamome, les fruits, le thé, le lait, le café, etc. de la part des secteurs tant public que privé.

43. En Nouvelle-Zélande, l'agriculture, bien qu'en déclin, joue encore un rôle important dans l'économie rurale. Des mesures visant à améliorer les profits grâce au perfectionnement des techniques de transformation des produits agricoles auront un effet positif sur l'économie en général.

44. Le Pakistan signale une réforme novatrice qui envisage la privatisation de la recherche agricole, grâce aux investissements du secteur privé qui collaborerait avec le Conseil pakistanais de recherche agricole.

45. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, les statistiques relatives aux importations de produits agricoles, qui sont passées de 26 pour cent du volume total des échanges en 1984 à 34 pour cent en 1989, sont particulièrement inquiétantes. Au cours du premier semestre de 1990, 77 pour cent des recettes d'exportation de produits agricoles (café et cacao) ont été dépensées pour importer d'autres produits agricoles (essentiellement alimentaires). Le pays s'inquiète aussi de ce que la dépendance accrue des agriculteurs vis à vis de la production de produits d'exportation risque d'entamer leur autosuffisance en matière de capacité de production.

46. Aux Philippines, le volume de la production agricole a augmenté de 4,65 pour cent en 1991, malgré les typhons, les inondations et l'éruption du mont Pinatubo, considérée comme l'éruption volcanique la plus violente du siècle. La production de riz a augmenté de 3,76 pour cent, ce qui permet au pays d'être autosuffisant dans ce domaine. La production de céréales alimentaires, avec 14,2 millions de tonnes, a dépassé de 1 million de tonnes la production annuelle moyenne. En 1991, les Philippines, malgré toutes ces catastrophes naturelles, ont enregistré un excédent de produits de base.

47. La délégation du Sri Lanka a souligné que la productivité ne saurait être une divinité isolée exigeant un culte particulier dans le temple de la croissance et du développement. Le concept de productivité devrait avoir un sens et un objectif sociaux. La production agricole est essentiellement le fait de petits agriculteurs exploitant de 0,1 à 1 ha. Ces agriculteurs ont besoin d'un appui important sous forme d'intrants et de services. Ces dernières années, la participation des petits agriculteurs au développement laitier a été encouragée. Le lait en poudre importé a été taxé et les recettes supplémentaires ainsi obtenues ont été utilisées en partie pour appuyer les programmes de développement des laiteries.

Dégradation des terres

48. Les exposés nationaux ont révélé que, même si quelques pays semblent disposer de terres encore libres de contraintes, la région dans son ensemble a atteint ou dépassé les limites de l'expansion horizontale de la production agricole. Les pays citent fréquemment l'érosion accélérée, les cultures itinérantes et le déboisement comme étant les principales causes de dégradation des terres dans les zones faiblement productives. Les problèmes de dégradation des terres sont intimement liés à des questions

socio-économiques et à des questions de survie, comme l'absence d'autres d'emplois ou sources de revenu et la pénurie de bois de feu, d'aliments et de fourrage au niveau local.

49. De nombreux pays ont signalé que, dans les régions à potentiel élevé, la gestion sur l'exploitation des ressources en eau pourrait être considérablement améliorée. Certains pays ont souligné qu'il faudrait, pour ce faire, introduire des systèmes efficaces de drainage et promouvoir l'utilisation intégrée des eaux de surface et des eaux souterraines.

50. Récemment, le Gouvernement australien a publié le "National Decade of Landcare Plan" (Plan national pour la décennie de lutte contre la dégradation des terres) et a annoncé de nouvelles mesures dans ce domaine. Le Centre australien de recherche agricole internationale continue à travailler en étroite collaboration avec le International Board for Soil Research and Management (IBSRAM) (Conseil international de recherche sur les sols et de gestion des sols) pour promouvoir et coordonner les efforts des pays de la région dans ce domaine.

51. Au Bangladesh, la forme la plus visible de dégradation des terres est l'érosion des berges des cours d'eau, souvent déclenchée par des inondations dues au déboisement des pentes en amont. Quelque 3,9 millions d'hectares manquent de sulfate tandis que 1,74 million d'hectares accusent un déficit en zinc.

52. L'Inde, où plus de 148 millions d'hectares de terres subissent une érosion aquatique ou éolienne ou diverses autres formes de dégradation (comme la saturation en eau, la salinité, l'alcalinité, les ravinements, etc.), a pris récemment certaines mesures importantes pour conserver les ressources naturelles en terre, en eau et en végétation. Le Conseil national pour l'utilisation du sol et la mise en valeur des terres en friche a été créé sous la présidence du Premier Ministre. Le Conseil national pour la mise en valeur des terres en friche a lancé un impressionnant programme de régénération de quelque 1,8 million de terres dégradées chaque année. La participation populaire est un élément capital de sa stratégie pour la conservation et l'aménagement des terres et d'autres ressources naturelles.

53. Le Pakistan signale que la saturation en eau et la salinité continuent à progresser. Le développement de l'irrigation, notamment dans les plaines semi-arides du centre et du sud du Pakistan, s'avère coûteux.

54. Les Philippines ont une superficie totale de 30 millions d'hectares, dont 8,2 millions sont des terres arables. Mais, sur ce total, 7,5 millions d'hectares seulement sont libres de contraintes et 700 000 hectares de terres marginales ont déjà été mis en culture. Enfin, une centaine de milliers d'hectares d'exploitations de montagne ont déjà bénéficié du Programme technologique pour les terres agricoles de montagne. Au total, 628 petits projets de captage des eaux (SWIP) ou barrages de retenue, qui retiennent et fournissent l'eau d'irrigation dans les zones montagneuses non irriguées, ont été réalisés au profit de 20 000 agriculteurs cultivant près de 25 000 hectares.

Transformation des produits agricoles

55. Les exposés nationaux ont révélé que les entreprises rurales jouent un rôle croissant dans les économies de nombreux pays. Plusieurs pays ont lancé des programmes de promotion des agro-industries rurales, dans le cadre de mesures d'ajustement structurel agricole visant à créer des emplois ruraux et des revenus non agricoles.

56. La délégation du Bangladesh a déclaré que, de toutes les agro-industries, c'est la transformation des légumes, des fruits et des fruits de mer qui permet de créer le plus d'emplois et de revenus. Elle a souligné la nécessité de mettre en oeuvre des projets de formation et de prévoir des incitations fiscales pour accélérer le développement de ces entreprises.

57. Le Bhoutan a signalé la création de quelques unités de transformation des fruits et légumes: Bhutan Fruit Products à Samchi et trois petites unités à Thimphu, Paro et Bumthang, qui produisent des jus de fruits, du ketchup, des sauces et des fruits en conserve. La production de produits de grande valeur comme les champignons et les asperges est encouragée; les asperges sont exportées en petites quantités vers la Thaïlande et le Japon. L'huile de schénanthe est exportée vers l'Inde. Toutefois, l'agro-industrie en général est limitée par les longues distances et le coût élevé du transport jusqu'aux marchés extérieurs; l'absence d'infrastructures et de marchés intérieurs; les contraintes financières; le manque de compétence en matière de gestion, et la pénurie de main-d'oeuvre.

58. En Chine, les entreprises municipales se sont considérablement développées au cours des quatre dernières décennies, assurant jusqu'à 60 pour cent de la production du secteur collectif rural. L'agro-industrie a absorbé un grand nombre de travailleurs, dont la productivité s'est améliorée. En 1991, les investissements dans l'agro-industrie ont dépassé 1 000 millions de yuan et 93 millions d'emplois ont été créés, qui ont amélioré les revenus de quelque 200 millions d'agriculteurs.

59. L'Inde a déclaré que le secteur des industries agro-alimentaires représente aujourd'hui 18 pour cent du PIB industriel et occupe 19 pour cent de la main-d'oeuvre industrielle du pays. Toutefois, 0,5 pour cent seulement de la production horticole de l'Inde est transformée, alors que dans certains pays avancés ce pourcentage atteint jusqu'à 60 pour cent. Grâce à la libéralisation des échanges et des politiques industrielles, aux réformes fiscales et à l'introduction de nouvelles technologies, la production des agro-industries devrait fortement progresser.

60. L'Indonésie a fait observer que le développement agro-industriel est limité par le manque de main-d'oeuvre qualifiée, notamment en matière de gestion des petits établissements agro-industriels, d'évaluation économique et de planification intégrée de l'agro-alimentaire.

61. Le secteur agro-alimentaire du Japon, qui comprend la commercialisation des denrées alimentaires et la restauration, représente jusqu'à 30 pour cent du PIB. Les agro-industries rurales sont appuyées notamment par les gouvernements locaux et les coopératives agricoles.

62. La République de Corée a lancé un programme de promotion des industries agro-alimentaires rurales dans le cadre d'un programme d'ajustement structurel agricole visant à créer des emplois ruraux et des

revenus non agricoles. Le gouvernement prépare une loi qui favorisera la recherche en matière de technologie alimentaire et la création d'usines agro-alimentaires dans les zones rurales.

63. La Mongolie a mis en route récemment un plan visant à substituer aux grosses installations des usines petites et moyennes. L'achat de matériel pour ce type d'entreprises s'est avéré difficile malgré tous les efforts faits en ce sens. La Mongolie plaide pour une coopération régionale accrue sur une base de CTPD.

64. Les Philippines ont signalé que la tendance est au développement des industries rurales grâce à un programme connu sous le nom de "CALABALANGAC 20" qui exempte les établissements industriels dont les dépenses d'équipement sont inférieures à un demi-million de pesos de l'observation des règlements gouvernementaux et en particulier du versement des taxes. Des catégories spécifiques ont été créées pour ce type d'industries, qui doivent seulement être déclarées.

65. Le Sri Lanka encourage le secteur privé à créer des entreprises à but lucratif dans les zones rurales. Les incitations gouvernementales revêtent la forme d'un ensemble de mesures comprenant des dégrèvements fiscaux et le développement de l'infrastructure. La politique générale est d'encourager les agriculteurs à rester sur place, de préférence sur leur exploitation, et d'associer à la production des industries agro-alimentaires.

66. En Thaïlande, le développement de l'agro-industrie est assez dynamique. Grâce à une intégration efficace de pratiques comme l'exploitation sous contrat avec la transformation et grâce à la mobilisation du secteur privé, le pays a enregistré de bons résultats dans ce secteur.

Commerce agricole

67. L'Australie a fermement appuyé la collaboration entre la FAO et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), en matière de facilitation des échanges par le biais de la Convention internationale pour la protection des végétaux. Toutefois, pour répondre dans un délai raisonnable aux espoirs du GATT concernant l'élimination des règlements injustifiés concernant la quarantaine, il faudrait renforcer le statut et la portée de la Convention qui, de document déposé auprès de la FAO, deviendrait une organisation capable de répondre aux besoins de la communauté internationale. L'Australie appuie le programme de mesures commerciales publié en décembre 1991 par le Directeur général du GATT, Arthur Dunkel, qui comprend des mesures visant à résoudre les problèmes affectant depuis longtemps les marchés agricoles et qui vise à renforcer la portée et l'efficacité des règlements et opérations actuels du GATT.

68. L'Indonésie a déclaré que les chefs de gouvernement de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) ont décidé récemment d'instaurer dans un délai de 15 ans une zone de libre-échange. Dès 1993, des préférences et des tarifs communs seraient appliqués aux produits manufacturés et aux produits agricoles transformés. Ces pays envisagent de réduire progressivement les tarifs appliqués à ces produits de base, de façon à instaurer un régime de libre-échange dans la sous-région de l'ANASE.

69. Le Japon a déclaré qu'il ne peut pas prendre d'engagements en ce qui concerne des mesures globales dites de "tarification" tant que les pays qui subventionnent leurs exportations ne se seront pas engagés fermement à supprimer ces subventions, qui entraînent des distorsions graves des échanges. Pour ce qui est de produits alimentaires de base comme le riz, le Japon doit maintenir sa production intérieure à un certain niveau pour assurer la sécurité alimentaire nationale.

70. La République de Corée a déclaré que les Négociations commerciales multilatérales d'Uruguay auront un effet négatif sur la situation de la sécurité alimentaire mondiale. Elles risquent d'entraîner une hausse des prix agricoles mondiaux et une baisse des stocks. Ces négociations ne contribueront à promouvoir la croissance économique mondiale et à résoudre les problèmes agricoles et écologiques de la planète que si elles tiennent pleinement compte de préoccupations autres que commerciales, comme la sécurité alimentaire, le développement régional et la préservation de l'environnement.

Recherche agricole

71. Plusieurs pays ont déclaré appuyer fermement les objectifs et les activités du Groupe consultatif de la recherche agricole internationale et des centres internationaux de recherche agricole en général. Ils ont appuyé l'initiative prise récemment par le Groupe consultatif de reconnaître les liens entre l'agriculture, l'agroforesterie et la foresterie, et la décision de créer un centre pour la recherche forestière internationale.

Environnement et foresterie

72. De nombreuses délégations ont évoqué la contribution précieuse de la FAO à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) dans des domaines comme la biodiversité, l'agriculture durable et la foresterie. Ils ont pris note de la participation active du bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique aux préparatifs des activités régionales en vue de la CNUED. De nombreux pays considèrent que la CNUED donnera l'occasion d'examiner les questions de foresterie dans le contexte du développement durable, d'identifier les préoccupations fondamentales et de formuler des orientations communes.

73. Les exposés nationaux ont également révélé que l'idée d'un Programme d'action forestier tropical (PAFT) fait l'objet d'un large consensus. L'Australie appuie le remaniement en cours du Programme et espère qu'il aboutira à une conclusion heureuse dans un avenir très proche. Le Japon appuie également le renforcement du PAFT; en outre, il approuve l'élargissement du GCRAI, qui inclura désormais la recherche forestière.

74. Le Bangladesh signale que quelque 2,45 millions d'hectares, soit 17 pour cent de sa superficie totale, sont réservés aux forêts. Toutefois, la couverture forestière actuelle n'a cessé de rétrécir au cours des vingt dernières années et ne représente plus aujourd'hui que 1 million d'hectares environ, soit 5 pour cent de la superficie totale du pays. La stratégie de développement en matière de foresterie est donc centrée sur la promotion de la foresterie rurale pour la production de bois de feu et la protection des zones forestières réservées.

75. La République populaire démocratique de Corée a déclaré avoir planté 400 millions d'arbres et créé des plantations de mûriers sur 30 000 hectares pour développer la sériciculture adaptée aux régions montagneuses et intermédiaires.

76. L'Indonésie a fait observer que les liens intersectoriels entre la foresterie, l'agriculture, l'énergie et l'environnement bénéficient d'une attention accrue dans le contexte du développement de la foresterie.

77. Le Myanmar a déclaré que les forêts couvrent 50 pour cent de sa superficie et offrent de vastes possibilités en matière de conservation de la biodiversité. Les déboisements dus à l'expansion des terres agricoles et à la consommation de bois de feu sont restés à des niveaux assez modestes, qui ne sont pas attribuables à une surexploitation excessive. Le reboisement se poursuit au rythme de 32 000 ha par an. Le Myanmar estime qu'un cadre pour l'action internationale dans ce domaine devrait être fondé sur des principes comme la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles et tenir pleinement compte des besoins, des efforts et des préoccupations légitimes des pays en développement pour assurer un développement durable et supprimer la pauvreté.

78. Les Maldives ont déclaré qu'elles sont confrontées à la perspective d'un changement climatique sur lequel elles n'ont aucun contrôle. La nation a été créée et préservée par des récifs coraux vivants. La principale source de protéine est le thon et les touristes affluents attirés par une nature encore intacte. Aussi, le changement climatique annoncé risque-t-il de modifier radicalement le mode de vie de la population, voire de menacer son existence.

79. La Nouvelle-Zélande appuie les efforts faits par la FAO pour sensibiliser l'opinion aux problèmes écologiques et pour intégrer les critères de développement durable et de préservation de l'environnement dans ses programmes et activités. La CNUED, qui doit se tenir en juin 1992, sera l'occasion pour les pays participants de s'engager collectivement à protéger l'environnement et à promouvoir des politiques d'aménagement durable des ressources.

Déclarations des délégations d'observateurs

80. Les représentants des organisations suivantes ont fait une déclaration: Organisation afro-asiatique pour la reconstruction rurale (OAARR), Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique (CIRDAP), Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et Confédération internationale des syndicats libres (CISL).

81. Le représentant de l'OAARR a exposé brièvement les objectifs et les activités de son organisation visant à promouvoir le développement agricole dans les pays du tiers monde. Il a déclaré qu'en ce qui concerne la lutte contre la dégradation des terres l'expérience montre que des politiques appropriées, en matière de réforme et de taxation foncière, jouent un rôle important. L'OAARR a prévu une série de stages de formation et de séminaires internationaux sur les différents aspects du développement agricole.

82. Le représentant de la Confédération internationale des syndicats libres a déclaré que la CISL tiendrait son quinzième congrès mondial à Caracas (Venezuela), en mars 1992, sur le thème: "Les syndicats libres pour

un ordre mondial démocratique - le rôle de la CISL". Un autre thème important, "Environnement et développement - Le programme des syndicats", serait également examiné. La CISL estime que les syndicats libres ont un rôle capital à jouer dans la lutte contre la pauvreté et la création d'emplois productifs que tous les travailleurs et travailleuses du monde entier puissent librement choisir, conformément à l'idéal d'un développement mondial équitable et respectueux de l'environnement.

83. Le chef de la Division de l'agriculture et du développement rural de la CESAP a déclaré qu'en 1990 un groupe de personnalités éminentes avait débattu de l'orientation, du rôle et des fonctions futurs de la Commission et avait recommandé notamment que l'on abandonne l'approche sectorielle actuelle pour une approche thématique. A sa session annuelle, tenue à Séoul (République de Corée) en 1991, la Commission de la CESAP avait approuvé la recommandation du groupe de personnalités éminentes. Conformément à l'approche thématique recommandée, le sous-programme proposé pour l'environnement et le développement rural porterait sur: les politiques et les plans; l'environnement et le développement; l'aménagement et la gestion des ressources naturelles; le développement et la gestion de l'énergie; et la lutte contre les catastrophes naturelles. Le sous-programme proposé pour soulager la pauvreté, grâce à la croissance économique et au développement social, porterait sur les questions suivantes: stratégies de croissance et réforme structurelle; emploi et création et distribution des revenus; politique sociale, y compris la mise en valeur des ressources humaines; assurance et services sociaux; questions démographiques, y compris exode rural; agriculture et développement rural; établissements humains et urbanisation; et rôle des femmes dans le développement et intégration des groupes vulnérables.

84. Le Directeur du CIRDAP a déclaré que le programme de travail de l'institution comprend quatre volets, à savoir: le développement agricole; le développement institutionnel et infrastructurel; la mise en valeur des ressources, y compris les ressources humaines; et l'emploi. Sur les 137 projets entrepris à ce jour par le Centre et englobant divers aspects du développement rural, 128 sont déjà achevés. Le CIRDAP a entrepris des études centrées sur la dynamique des changements socio-économiques dans la société rurale, eu égard plus particulièrement aux personnes les plus défavorisées. Le CIRDAP a également organisé des cours régionaux de formation sur: a) la préparation et l'analyse des projets de développement rural; b) les méthodes et techniques de suivi et d'évaluation du développement rural; et c) les méthodes de formation des formateurs de fonctionnaires chargés du développement rural intégré. Ces cours de formation devraient aussi être organisés au niveau national.

III. RAPPORT SUR LES ACTIVITES DE LA FAO DANS LA REGION EN 1990-91

85. Le Sous-Directeur général et Représentant régional pour l'Asie et le Pacifique a présenté ce point de l'ordre du jour.

86. Il a déclaré que, comme lors de l'exercice biennal précédent, la capacité de l'Organisation de répondre à des besoins sans cesse croissants a été à nouveau compromise par des contraintes financières persistantes. Le montant des contributions ordinaires non payées et des arriérés a atteint son plus haut niveau depuis la création de la FAO. Comme il a fallu geler certains programmes, la FAO n'a pas pu appuyer plus fermement les progrès pourtant prometteurs du secteur alimentaire et agricole.

87. Le Sous-Directeur général et Représentant régional a souligné l'importance du programme de la FAO visant à promouvoir l'adoption de méthodes d'aménagement des sols durables et respectueuses de l'environnement. Le Bureau régional appuie les réseaux de CTPD sur les engrais biologiques et organiques et les sols difficiles. Certains pays du Pacifique reçoivent une assistance en matière de commercialisation, de distribution et d'utilisation des engrais. La priorité est accordée à l'identification de stratégies visant à enrayer la dégradation des terres et à l'introduction, avec la participation des agriculteurs, de méthodes d'irrigation améliorées.

88. La FAO mène un large éventail d'activités dans des domaines prioritaires comme la diversification des cultures dans les zones non irriguées, la conservation et l'utilisation du matériel génétique, la lutte contre les ravageurs, l'amélioration des semences et des plants de légumes et l'augmentation de la production des cultures annuelles d'oléagineux, de racines alimentaires et de noix de coco.

89. Il y a eu une intensification des activités de lutte contre les ravageurs, grâce à la lutte intégrée contre les ravageurs du riz, des légumes et du coton. On a veillé, en particulier, à incorporer les méthodes de lutte intégrée contre les ravageurs dans les programmes de base des services nationaux de protection phytosanitaire et de vulgarisation.

90. La FAO a cherché à améliorer la production et la productivité du sous-secteur de l'élevage, en appliquant et adaptant des technologies améliorées dans les domaines suivants: aménagement des parcours et des pâturages, nutrition animale, sélection et génétique, ainsi que systèmes d'élevage, lutte contre les maladies et amélioration des méthodes de transformation et de commercialisation.

91. Dans le secteur des pêches, la FAO a accordé un rang de priorité élevé aux activités suivantes: mise en valeur des pêches intérieures, assistance à l'aquaculture, développement des pêches artisanales, formulation de politiques des pêches et formation pratique en matière de suivi, de contrôle et de surveillance des opérations de pêche.

92. Dans le secteur des forêts, les activités de la FAO ont visé à encourager un aménagement rationnel des ressources forestières, la mise au point de systèmes forestiers produisant aliments, fourrage et bois de feu, l'agroforesterie, l'aménagement des bassins versants et l'aménagement des zones protégées afin de préserver la faune sauvage et la diversité biologique des forêts tropicales. Seize pays de la région ont commencé à

élaborer des plans d'action forestiers tropicaux. Enfin, un nouveau programme régional de soutien à la recherche forestière dans la région Asie et Pacifique, financé par la Banque asiatique de développement et le PNUD, a été lancé.

93. Le Représentant régional de la FAO a en outre déclaré que le Bureau régional a renforcé ses liens avec les organisations non gouvernementales (ONG) et intergouvernementales et avec d'autres organismes. Ainsi, la première réunion du Comité préparatoire régional FAO/OMS de la Conférence internationale sur la nutrition (CIN), qui s'est tenue au Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique en janvier 1992, a été suivie par plus de 36 délégations de pays, ainsi que par des représentants des ONG et des médias. Les participants ont examiné les problèmes et les programmes régionaux actuels en matière de nutrition afin d'identifier des éléments utiles à la CIN qui se tiendra à Rome en décembre 1992.

94. La Conférence a approuvé les priorités et orientations du programme de la FAO dans la région telles qu'elles figurent dans le Plan à moyen terme de la FAO pour 1994-99: dimensions régionales¹.

95. La Conférence a entériné les domaines d'activité prioritaires de la FAO tels qu'ils ont été approuvés par la vingt-sixième Conférence de la FAO en novembre 1991. Elle a souligné qu'il convient d'accorder une priorité absolue aux activités de la FAO dans les domaines suivants: environnement et développement durable, nutrition, foresterie, pêches, ressources génétiques, biotechnologies, lutte intégrée contre les ravageurs et analyses et conseils en matière de politique.

96. Elle a également noté que, malgré les difficultés financières actuelles, une vaste gamme d'initiatives a été appuyée tantôt par le Programme ordinaire, tantôt par le Programme de terrain de l'Organisation.

97. La Conférence a encouragé tous les Etats Membres à s'acquitter en temps voulu de leurs contributions ordinaires à la FAO.

98. La Conférence s'est félicitée de la contribution précieuse de la FAO à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) dans plusieurs domaines comme la biodiversité, l'agriculture durable et la foresterie. Elle a noté également que le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique participe activement aux préparatifs de la CNUED à l'échelon régional. Compte tenu de l'importance croissante accordée aux questions d'environnement et de développement durable, la Conférence a recommandé que la FAO continue à accorder la priorité à son rôle consultatif dans ces domaines.

99. La Conférence a fermement appuyé les travaux de la Commission du Codex Alimentarius qui visent à protéger la santé des consommateurs et à faciliter les échanges grâce à la suppression des obstacles non tarifaires dus au manque d'uniformité des normes alimentaires nationales. La Conférence a recommandé que les pays de la région participent plus activement aux travaux de la Commission et en particulier à ceux des comités du Codex sur les additifs alimentaires, les pesticides et l'étiquetage des denrées alimentaires.

¹ APRC/92/2-Sup.1.

100. La Conférence a noté que les activités du réseau régional sur la formation au contrôle alimentaire ont été réduites en l'absence de financement du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Elle a suggéré que la FAO continue à rechercher l'appui financier du PNUD et d'autres sources de financement afin d'organiser des activités de formation pour renforcer les capacités nationales en matière de qualité et de sécurité des aliments.

101. Tout en reconnaissant l'importance des grandes questions d'actualité comme l'environnement, les biotechnologies et l'ajustement structurel agricole, la Conférence a souligné qu'il importe de poursuivre les efforts visant à soulager la pauvreté rurale. Elle a proposé d'accorder un rang de priorité élevé au renforcement des capacités nationales en matière de recherche et de vulgarisation et aux programmes visant à promouvoir les communications rurales, la formation des agriculteurs et une participation locale accrue.

102. La Conférence a fait observer que les commissions régionales de la FAO, basées au Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, facilitent la CTPD. Les conseils politiques qu'elles fournissent aux gouvernements sont souvent déterminants. La Conférence a recommandé par conséquent que les activités des commissions régionales soient désormais résumées et fassent l'objet d'un rapport aux futures sessions de la Conférence.

103. Notant que les activités des réseaux régionaux sont citées à diverses reprises², et qu'il serait utile de disposer d'un tableau général de ces activités, la Conférence a recommandé qu'un résumé des activités des réseaux régionaux soit présenté à ses futures sessions.

104. La Conférence a recommandé que la FAO prépare un rapport complémentaire sur les activités de la FAO dans les pays insulaires du Pacifique. Ceci faciliterait considérablement l'évaluation des activités entreprises dans le passé et la planification des travaux futurs.

105. La Conférence a exprimé le voeu que la FAO réalise une étude détaillée sur certains aspects de l'agriculture et du développement rural dans les pays de l'Asie et du Pacifique, comme cela a été fait pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

106. La Conférence a approuvé l'intensification des activités de lutte contre les ravageurs grâce aux programmes de lutte intégrée contre les ravageurs du riz, des légumes et du coton. Elle a souligné la nécessité d'intégrer les pratiques de lutte intégrée contre les ravageurs dans les programmes phytosanitaires de base et dans les services de vulgarisation des pays en développement.

107. Reconnaisant le rôle des coopératives agricoles dans la lutte contre la pauvreté rurale, la Conférence a recommandé que la FAO et d'autres organismes internationaux appuient sans réserve le réseau récemment constitué sur les coopératives agricoles.

² APRC/92/2.

IV. DEVELOPPER LES AGRO-INDUSTRIES POUR AMELIORER LA SITUATION
DE L'EMPLOI ET LES REVENUS EN ZONE RURALE

108. Le fonctionnaire régional, spécialiste du génie agricole et des agro-industries, a présenté le document³ relatif à ce point de l'ordre du jour. Expliquant les motifs pour lesquels il faudrait développer les agro-industries, il a déclaré que, dans de nombreux pays, il n'est plus guère possible d'étendre la superficie des terres agricoles. Comme le rapport entre les terres cultivées et la population agricole est en baisse, la transformation des produits agricoles pourrait accroître les revenus, avec une superficie identique, voire moindre.

109. Cela étant, si l'on veut enrayer l'exode rural et améliorer la situation de l'emploi et les revenus dans les campagnes, il faut explicitement intégrer les agro-industries aux stratégies d'industrialisation rurale. Cela suppose des politiques, des technologies et des structures d'appui appropriées, capables d'arriver jusqu'aux villages et aux ménages, et de fournir aux entrepreneurs ruraux les stimulants voulus pour les encourager à développer différents types d'agro-industries. Le fonctionnaire régional a noté que les agro-industries couvrent un champ très vaste, qui englobe la transformation des matières premières agricoles, ainsi que celle des produits de l'élevage, des pêches maritimes et continentales, et des forêts.

110. Le fonctionnaire régional a donné un aperçu de l'industrialisation dans les zones rurales, telle qu'elle est conçue dans certains pays de la région. Il a évoqué les problèmes macro-économiques qui affectent les agro-industries et les mesures à prendre pour améliorer leur compétitivité. Il a souligné que si l'on veut asseoir le développement des agro-industries sur une base saine, il faut introduire des politiques appropriées, notamment en matière d'appui financier, d'incitations fiscales, de garantie des prix, d'infrastructures, de services et de développement des technologies.

111. La Conférence a noté qu'il faudrait étudier plus en détail des possibilités de développer activement des créneaux spéciaux pour des produits particulièrement compétitifs, en valorisant les marchés non traditionnels et en encourageant la coopération entre les pays en développement de la région.

112. La Conférence a fait remarquer que, du fait de la concurrence des pays développés, regroupés en blocs commerciaux protectionnistes, les possibilités d'expansion des exportations de produits agro-industriels en provenance des pays en développement sont limitées. A ce propos, la Conférence a exprimé le souhait que les Négociations commerciales multilatérales du GATT prennent rapidement une décision sur la question.

113. La Conférence a souligné la nécessité de s'inspirer des connaissances locales et de produire des techniques appropriées. Pour cela, il faut augmenter les crédits alloués à la recherche-développement et renforcer l'aide fournie aux sociétés qui sont à la pointe du progrès.

³ APRC/92/3.

114. La Conférence a fait observer que les agro-industries sont une source d'emplois et assurent une distribution équitable des revenus lorsqu'elles sont situées en dehors des villes et qu'elles ont recours aux ressources locales. Elles renforcent également les possibilités de développement régional.

115. Reconnaissant le rôle des agro-industries dans l'amélioration des revenus ruraux, la Conférence a fait observer que lorsque des coopératives sont propriétaires d'agro-industries, les ruraux pauvres bénéficient, en aval, des retombées des activités agro-industrielles. La Conférence a donc souligné que le regroupement des coopératives de la région en réseaux encouragera la solidarité, améliorera la qualité des produits et élargira les débouchés.

116. La Conférence a reconnu que nombre de petites unités industrielles, malgré leur importance stratégique pour le développement rural, souffrent de diverses faiblesses et en particulier d'un financement inadapté. Elle a recommandé par conséquent que les pays prennent des mesures pour leur octroyer des crédits spécialisés et adoptent des politiques de soutien appropriées, notamment en matière de fiscalité et d'investissements initiaux.

117. De nombreux pays ont fait remarquer que les petites industries du secteur privé, qui suivent les orientations du marché, ont donné la preuve de leur efficacité et que les gouvernements devraient se limiter à leur fournir une assistance technique.

118. Compte tenu de la sensibilisation croissante à l'égard de la qualité de l'environnement et des risques de pollution généralisée découlant de la dispersion et du grand nombre des petites unités industrielles, la Conférence a instamment prié les pays d'instaurer des mesures nationales de lutte contre la pollution, de réaliser des études d'impact écologique et d'aider les industries à adopter des pratiques non polluantes.

119. La Conférence a souligné la nécessité de réaliser, notamment à l'intention des femmes, des activités de formation professionnelle et de perfectionnement. Les gouvernements devraient également chercher à associer les ONG à la fourniture de services d'appui.

120. Certains pays ont fait observer que les agro-industries permettent non seulement d'accroître les revenus, mais aussi d'améliorer les disponibilités alimentaires, grâce à la réduction des pertes après récolte. Or, il est essentiel d'accroître les revenus et les approvisionnements alimentaires pour pourvoir aux besoins nutritionnels de populations en rapide expansion.

121. La Conférence a instamment prié les gouvernements membres de concevoir les agro-industries comme un secteur stratégique capable de mieux valoriser les ressources disponibles, d'accroître les revenus et d'améliorer la qualité de la vie.

122. Certains pays ont exprimé le souhait que la FAO dresse l'inventaire des techniques agro-industrielles disponibles dans le secteur des cultures.

123. La Conférence a noté que des groupements sous-régionaux comme l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) et la Commission du Pacifique Sud (CPS) peuvent encourager la coopération en mettant en commun leur expérience régionale/sous-régionale en matière d'agro-industries.

V. STRATEGIES REGIONALES POUR ARRETER LA DEGRADATION DES TERRES

124. Le Fonctionnaire régional spécialiste de l'aménagement des sols et de l'utilisation des engrais a présenté le document relatif à ce point de l'ordre du jour⁴. Il a déclaré que les technologies permettant d'arrêter la dégradation des terres sont soit déjà connues, soit en cours d'élaboration.

125. Ces stratégies et technologies devraient s'attaquer aux causes plutôt qu'aux symptômes de ce phénomène. Les problèmes sont dus principalement à la forte pression démographique, à la pénurie de terres, à la pauvreté extrême dans les campagnes et à la répartition inégale des ressources. Ces facteurs sont aggravés par le fait que les populations concernées, notamment les paysans sans terre et les femmes, ne participent pas à la prise de décisions.

126. Il a souligné que les pratiques actuelles d'aménagement des terres, des eaux et des forêts ont des retombées écologiques tant sur les terres à faible potentiel que sur celles à haut rendement. Un aménagement erroné des zones à faible potentiel peut nuire à la viabilité de la production dans les zones adjacentes plus productives. En conséquence, si l'on désire faire face aux problèmes de dégradation des terres, le cadre d'action retenu doit englober tous les types de terres.

127. La Conférence a noté avec satisfaction que plusieurs pays ont présenté une vue d'ensemble et des statistiques à jour sur la dégradation des terres et ont donné un aperçu des stratégies et programmes entrepris.

128. La Conférence a noté que le suivi permanent de la dégradation des terres risquerait d'être coûteux, même s'il s'agit là d'un élément important pour juger de l'ampleur des retombées écologiques au niveau régional. La Conférence a exhorté la FAO à envisager la possibilité de renforcer la collecte et l'analyse de données sur la dégradation des terres.

129. La Conférence a remarqué qu'un certain nombre de pays semblent certes disposer de terres libres de contraintes mais que, dans l'ensemble, la région paraît déjà avoir atteint ou dépassé les limites raisonnables de l'extension des terres agricoles.

130. La Conférence a reconnu que l'érosion accélérée est le type de dégradation des terres le plus grave pour les zones à faible potentiel. Celle-ci est due au déboisement et à la destruction du couvert végétal qui continuent à menacer et réduire les terres forestières et les pâturages dans plusieurs pays. La destruction du couvert végétal et des forêts est imputable à l'agriculture itinérante, au surpâturage, au manque de possibilités d'emploi et de revenus, à l'insuffisance de bois de feu sur le plan local et à d'autres facteurs. La Conférence a donc insisté sur le fait que c'est au niveau local qu'il faut trouver des solutions concrètes.

131. La Conférence a souligné que c'est aux gouvernements nationaux qu'il incombe en premier lieu d'arrêter la dégradation des terres. Ils devraient lancer des programmes intégrés d'aménagement des ressources en terres, qui soient compatibles avec les principes de développement durable. Pour

⁴ APRC/92/4.

progresser sensiblement dans ce domaine, les gouvernements doivent absolument travailler en collaboration avec le secteur industriel, les ONG et les communautés locales.

132. La Conférence a recommandé aux gouvernements de formuler, le cas échéant, des politiques et stratégies appropriées et de renforcer les services s'occupant de la recherche-développement et de la vulgarisation. La voie législative est un outil important dont les gouvernements disposent pour enrayer la dégradation des terres.

133. La Conférence a souligné l'importance de l'agro-foresterie et de systèmes agricoles, tant novateurs que traditionnels, respectueux de l'environnement, pour la prévention de la dégradation des terres dans les zones à faible potentiel. A cet égard, la Conférence a noté avec préoccupation les difficultés financières des réseaux de CTPD qui encouragent de telles pratiques, notamment du Réseau asiatique pour la conservation des sols dans les régions tropicales humides.

134. La Conférence a souligné que dans les zones à haut potentiel, les efforts concrets doivent porter principalement sur une meilleure utilisation de l'eau, sur le drainage et sur la nutrition intégrée des plantes.

135. La Conférence a recommandé à la FAO de continuer à aider les Etats Membres à formuler des stratégies et politiques nationales et à mettre au point et appliquer des techniques appropriées qui permettent d'enrayer la dégradation des terres.

**VI. REPRESENTATION DE LA REGION AU GROUPE CONSULTATIF
POUR LA RECHERCHE AGRICOLE INTERNATIONALE (GCRAI)**

136. Le Fonctionnaire régional chargé de la production végétale a présenté le document relatif à ce point de l'ordre du jour⁵. Il a expliqué que la FAO, en sa qualité d'organisme coparrainant le GCRAI, participe à l'élaboration des politiques qui seront suivies par les centres internationaux de recherche agronomique et fait en sorte que les priorités et besoins des pays en développement, en matière de recherche, reçoivent l'attention voulue.

137. La Conférence s'est félicité de la coopération étroite de la FAO avec les Centres internationaux de recherche agronomique relevant du GCRAI, tant sur le terrain que grâce à sa contribution aux travaux du Comité consultatif technique et du Groupe lui-même, au niveau des politiques.

138. La Conférence a confirmé que l'Inde et le Samoa continueront à représenter la région au GCRAI jusqu'en 1994, comme cela avait été décidé à la vingtième session.

139. La Conférence a exhorté les Etats Membres à désigner des chargés de liaison pour faciliter le dialogue avec les représentants de la région et pour se tenir au courant des problèmes et priorités de la région, ainsi que des possibilités d'utiliser la recherche internationale comme source d'assistance. On a demandé à la FAO de fournir toute l'assistance voulue pour renforcer la liaison entre le GCRAI et la Région.

140. La Conférence a pris note avec satisfaction du rapport de l'Inde - l'un des représentants de la Région au GCRAI - qui a participé à la semaine des Centres internationaux tenue lors de l'exercice biennal précédent.

141. La Conférence s'est félicitée de l'inclusion, dans le mandat du GCRAI, de la recherche sur l'agroforesterie, les forêts, l'irrigation et les pêches. Elle a noté les progrès réalisés en vue de l'instauration du Centre de la recherche forestière internationale.

⁵ APRC/92/5.

**VII. LE POINT SUR LA CONFERENCE INTERNATIONALE
SUR LA NUTRITION (CIN)**

142. Le Directeur de la Division des politiques alimentaires et de la nutrition de la FAO a présenté ce point de l'ordre du jour⁶. Il a déclaré que la CIN a été organisée pour donner à la communauté internationale la possibilité d'examiner de façon critique les problèmes persistants de malnutrition et les moyens d'y faire face efficacement. La FAO et l'OMS organiseront conjointement la CIN, qui aura lieu à Rome, du 5 au 11 décembre 1992.

143. La Conférence a instamment prié les Etats Membres de prendre une part active à toutes les phases de la CI, c'est-à-dire à ses préparatifs, à la Conférence elle-même et à son suivi.

144. La Conférence a noté avec satisfaction que chaque pays prépare un document national résumant la situation nutritionnelle, c'est-à-dire l'étendue et les causes des problèmes de nutrition, la façon dont ils ont été traités dans le passé et les plans d'action prévus.

145. La Conférence a noté que la liaison entre la CIN et les activités entreprises aux niveaux national et régional serait assurée par les réunions intergouvernementales régionales et sous-régionales. La première réunion préparatoire régionale s'est tenue au Bureau régional de la FAO, à Bangkok, en janvier 1992.

146. Notant que les ONG contribuent largement à assurer le bien-être nutritionnel des populations, la Conférence a insisté pour qu'elles participent aussi aux activités consécutives à la CIN.

147. La Conférence a souligné que la CIN ne doit pas être considérée comme une fin en soi, mais plutôt comme une étape d'un processus continu incitant à faire davantage d'efforts pour prévenir et soulager les problèmes de la faim et de la malnutrition.

⁶ APCR/92/INF/4.

VIII. CONCLUSIONS

Quatrième Conférence technique internationale sur les ressources phytogénétiques

148. La Conférence a approuvé la recommandation formulée par la Conférence de la FAO à sa vingt-sixième session (Rome, novembre 1991) tendant à ce que la FAO organise la quatrième Conférence technique internationale pour la conservation et l'utilisation des ressources phytogénétiques en coopération avec d'autres organisations intéressées et notamment avec le CIRP et d'autres centres relevant du GCRAI.

Date et lieu de la vingt-deuxième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

149. Le Gouvernement de la République démocratique populaire de Corée a proposé d'accueillir la vingt-deuxième Conférence régionale de la FAO sur l'Asie et le Pacifique en 1994.

150. La délégation de la République de Corée a appuyé sans réserve l'offre de la RPD de Corée, étant entendu que l'engagement solennel pris par le pays hôte d'assurer la pleine participation, sur un pied d'égalité, de tous les Etats Membres devra être respecté. Elle a demandé au Président de la Conférence et à la FAO de s'assurer que la clause garantissant à tous les membres le droit de participer sans condition ni restriction à la Conférence soit incluse dans l'accord avec le gouvernement hôte.

151. La délégation de la RPD de Corée a assuré qu'aucune restriction ni condition ne serait imposée aux Etats Membres souhaitant participer à la Conférence.

152. Le Président de la Conférence a noté que la proposition de la RPD de Corée serait transmise au Directeur général qui déciderait du lieu et des dates de la Conférence, en consultation avec les gouvernements des Etats Membres.

Adoption du rapport

153. La Conférence a approuvé à l'unanimité le projet de rapport présenté par le rapporteur.

Clôture de la Conférence

154. Dans leur déclaration finale, toutes les délégations ont remercié le Gouvernement de l'Inde et plus spécialement le Ministre de l'agriculture d'avoir accueilli la Conférence et elles ont exprimé leur gratitude pour la généreuse hospitalité offerte et l'excellente organisation de la réunion. Les délégations ont particulièrement apprécié les visites sur le terrain organisées par le pays hôte. La Conférence a félicité la FAO de la pertinence des questions inscrites à son ordre du jour et de l'excellente qualité de la documentation. Les échanges de vues sur divers points de l'ordre du jour ont été constructifs et ont permis de formuler des recommandations utiles et judicieuses.

155. Dans sa déclaration de clôture, le Sous-Directeur général de la FAO et Représentant régional pour l'Asie et le Pacifique a transmis au Gouvernement indien les remerciements de la FAO au nom du Directeur général de l'Organisation. Il a souligné que le Ministère de l'agriculture avait même découvert le secret de Camelot: leurs hôtes indiens s'étaient arrangés pour que le soleil apparaisse et que l'hiver cède le pas au printemps.

156. Au nom du Gouvernement indien, M. le Ministre Bal Ram Jakhar a prononcé le discours final. A son avis, la Conférence régionale avait été couronnée de succès et avait entendu deux déclarations, celle du Premier Ministre de l'Inde et celle du Directeur général de la FAO, d'une portée vaste et profonde. Ces deux allocutions avaient remarquablement tracé les contours des questions appelées à jouer un rôle déterminant à l'avenir.

157. Le ministre s'est félicité de ce que la Conférence régionale ait rappelé combien il est urgent que les Etats Membres, en collaboration avec la FAO, s'efforcent de préserver la base de ressources naturelles et les richesses génétiques de la région. Il a cité cette phrase du Commandant Cousteau: "Vu de l'espace, il n'existe que des frontières naturelles - côtes scintillantes, fleuves bleus, montagnes puissantes, nuages ondoyants - toutes indifférentes aux drapeaux, aux parlements et aux armées".

158. Pour conclure, il a rappelé à la Conférence une déclaration pertinente du Directeur général: "C'est vers les Tropiques qu'il faut nous tourner pour espérer résoudre la crise alimentaire. Cette région abreuvée de soleil pourrait être le grenier à blé du monde où vivront nos enfants". Le ministre a ensuite déclaré close la vingt et unième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique.

ORDRE DU JOUR

I. INTRODUCTION

1. Cérémonie d'ouverture.
2. Election du Président et des Vice-Présidents et nomination du rapporteur.
3. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier.

II. EXPOSES

4. Allocution du Directeur général.
5. Exposés nationaux et débat général sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région.
6. Rapport sur les activités de l'Organisation dans la région en 1990-91.

III. QUELQUES ASPECTS DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL

7. Amélioration de l'emploi et des revenus ruraux grâce au développement des industries de transformation des produits agricoles.
8. Stratégies régionales pour stopper la dégradation des terres.
9. Représentation de la région au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI).
10. Le point des préparatifs de la Conférence internationale sur la nutrition.

IV. CONCLUSIONS

11. Autres questions.
12. Date et lieu de la vingt-deuxième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique.
13. Adoption du rapport.
14. Clôture de la Conférence.

APPENDIX B
ANNEXE B

LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS

OFFICERS OF THE CONFERENCE
BUREAU DE LA CONFERENCE

Chairman: Bal Ram JAKHAR (India)
Président:

Vice-Chairmen: M. MAJID-UL-HAQ (Bangladesh)
Vice-Présidents: M. RAMACHANDRAN (India)
K.C. LENKA (India)
WARDOJO (Indonesia)
Datuk Seri Sanusi JUNID (Malaysia)
Abbas IBRAHIM (Maldives)
D. RADNAARAGCHAA (Mongolia)
Tom PAIS (Papua New Guinea)
Dharamdasa BANDA (Sri Lanka)
Baron VAEA (Tonga)
Nguyen Cong TAN (Viet Nam)

Rapporteur: Ruyat WIRATMADJA (Indonesia)

Independent Chairman
of the Council: Antoine SAINTRAINT
Président indépendant
du Conseil:

MEMBER NATIONS IN THE REGION
ETATS MEMBRES DE LA REGION

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Delegate:

David W. EVANS
Australian High Commissioner
Australian High Commission
New Delhi

Alternates:

Guy SANDSTROM
Australian High Commission
New Delhi

Brian CUMMINS
First Secretary, Public Affairs
Australian High Commission
New Delhi

BANGLADESH

Delegate:

M. MAJID-UL-HAQ
Minister for Agriculture,
Irrigation, Water Development
and Flood Control
Dhaka

Alternates:

Ziaus Shams CHOWDHURY
Acting High Commissioner
Bangladesh High Commission
New Delhi

Z. KARIM
Member Director
Bangladesh Agricultural
Research Council
Dhaka

B.M.M. MOZHARUL HUQ
Commercial Counsellor
Bangladesh High Commission
New Delhi

BHUTAN - BHOUTAN

Delegate:

M.K. RAI
Director
Ministry of Agriculture
Thimphu

Alternates:

Choni DHENDUP
Planning Officer
Planning and Policy Division
Ministry of Agriculture
Thimpu

Leki DORJI
Counsellor
Royal Bhutanese Embassy
New Delhi

CAMBODIA - CAMBODGE

Delegate:

Mouly IENG
Member of SNC
SNC
Phnom Penh

Alternate:

Song CHHEA
Deputy Minister
Ministry of Agriculture
Phnom Penh

Observers:

Bunthan KONG THAI
Deputy Director of Planning
Department
Ministry of Agriculture
Phnom Penh

Thamarong SRY
Chargé d'Affaires, a.i.
Embassy of Cambodia
New Delhi

CHINA - CHINE

Delegate:

CHENG YAOBANG
Vice Minister for Agriculture
Ministry of Agriculture
Beijing

Alternates:

DONG QINGSONG
Deputy Director
Department of International
Cooperation
Ministry of Agriculture
Beijing

CHINA - CHINE (Cont'd)

LIU GUANGNING
Counsellor
Embassy of the People's
Republic of China
New Delhi

HAO LINGSHENG
Deputy Director
Department of Agriculture
Ministry of Agriculture
Beijing

LI ZHENG DONG
Deputy Division Chief
Department of International
Cooperation
Ministry of Agriculture
Beijing

Adviser:

NI HONGXING
Official
Department of International
Cooperation
Ministry of Agriculture
Beijing

DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA -
REPUBLIQUE POP. DEMOCRATIQUE DE COREE

Delegate:

LI HA SOP
Vice-Chairman
Agriculture Commission
Pyongyang

Alternates:

CHOI DAE SONG
FAO National Committee of DPR Korea
Pyongyang

HONG SONG O
Ministry of Foreign Affairs
Pyongyang

FRANCE

Délégué:

Mme Yvette LANGRAND
Chef du Bureau de la coopération
internationale
Ministère de l'agriculture
et de la forêt
Paris

Suppléants:

Régis BALLESTRACCI
Deputy Counsellor
(Scientific and Technology Affairs)
Embassy of France
New Delhi

Laurent PRADA
Agricultural Attaché
Embassy of France
New Delhi

Pierre BARROUS
Counsellor for Cultural, Scientific
and Technical Cooperation
Embassy of France
New Delhi

INDIA - INDE

Delegate:

Bal Ram JAKHAR
Minister of Agriculture
New Delhi

Alternates:

M. RAMACHANDRAN
Minister of State for Agriculture
New Delhi

K.C. LENKA
Minister of State for Agriculture
Research and Education, Animal
Husbandry and Dairying
New Delhi

R.C. KAPILA
Secretary
Department of Agriculture and
Cooperation
Ministry of Agriculture
New Delhi

P.G. MURALIDHARAN
Secretary
Department of Animal Husbandry
and Dairying
Ministry of Agriculture
New Delhi

V.L. CHOPRA
Director-General
Indian Council of Agricultural
Research and Secretary,
Department of Agricultural
Research and Education
Ministry of Agriculture
New Delhi

INDIA - INDE (Cont'd)

P. TRIPATHY
Secretary
Ministry of Food
New Delhi

Associates:

B.C. SARMA
Additional Secretary
Department of Agriculture and
Cooperation
Ministry of Agriculture
New Delhi

J.C. PANT
Additional Secretary
Department of Agriculture and
Cooperation
Ministry of Agriculture
New Delhi

Sukhdev SINGH
Agriculture Commissioner
Ministry of Agriculture
New Delhi

K. RAJAN
Joint Secretary
Department of Agriculture and
Cooperation
Ministry of Agriculture
New Delhi

B. NARASIMHAN
Joint Secretary
Department of Agriculture and
Cooperation
Ministry of Agriculture
New Delhi

Bhagat SINGH
Joint Secretary
Department of Agriculture and
Cooperation
Ministry of Agriculture
New Delhi

R.C.A. JAIN
Joint Secretary
Department of Agriculture and
Cooperation
Ministry of Agriculture
New Delhi

S.S. AHLUWALIA
Joint Secretary
Department of Agriculture and
Cooperation
Ministry of Agriculture
New Delhi

Mrs Santha Sheela NAIR
Joint Secretary
Department of Agriculture and
Cooperation
Ministry of Agriculture
New Delhi

Vishnu BHAGWAN
Minister (Agriculture)
Embassy of India
Rome

G.S. RAM
Economic and Statistical Adviser
Directorate of Economics and
Statistics
Ministry of Agriculture
New Delhi

S. SUBRAMANIYAN
Additional Commissioner
Department of Agriculture and
Cooperation
Ministry of Agriculture
New Delhi

Brijeshwar SINGH
Director
Department of Agriculture and
Cooperation
Ministry of Agriculture
New Delhi

P.B. KUNDU
Animal Husbandry Commissioner
Department of Animal Husbandry
and Dairying
Ministry of Agriculture
New Delhi

Inderjit MALHI
Joint Secretary
Department of Animal Husbandry
and Dairying
Ministry of Agriculture
New Delhi

INDIA - INDE (Cont'd)

G.C. SRIVASTAVA
Joint Secretary
Department of Agricultural
Research and Education
Ministry of Agriculture
New Delhi

I.P. ABROL
Deputy Director-General (Soils)
Indian Council of Agricultural
Research
Department of Agricultural
Research and Education
Ministry of Agriculture
New Delhi

R.S. PARODA
Deputy Director-General
(Crop Sciences)
Indian Council of Agricultural
Research
Department of Agricultural
Research and Education
Ministry of Agriculture
New Delhi

T.P. OJHA
Deputy Director-General
(Engineering)
Indian Council of Agricultural
Research
Department of Agricultural
Research and Education
Ministry of Agriculture
New Delhi

K.S. BAINS
Additional Secretary
Ministry of Food
New Delhi

I.L. NAGPAL
Joint Secretary
Ministry of Food
New Delhi

B.K. NANDI
Technical Adviser
Ministry of Food
New Delhi

C.K. BASU
Joint Secretary
Ministry of Food-Processing
Industries
New Delhi

S.B. MOHAPATRA
Joint Secretary
Department of Small-Scale
Industries and Agro-Rural
Industries
Ministry of Food-Processing
Industries
New Delhi

N.M. PRASAD
Additional Inspector General of
Forests
Ministry of Environment and Forests
New Delhi

S.S. RIZVI
Joint Secretary
(National Wasteland Development
Board)
Ministry of Environment and Forests
New Delhi

T.P. SREENIVASAN
Joint Secretary
Ministry of External Affairs
New Delhi

B.S. PRAKASH
Director
Ministry of External Affairs
New Delhi

Mrs Priya PRAKASH
Principal Adviser (Agriculture)
Planning Commission
New Delhi

A.K. MUKHERJEE
Additional Director-General of
Health Services
Ministry of Health and Family
Welfare
New Delhi

S.K. NAIK
Managing Director
National Agricultural Cooperation
Marketing Federation (NAFED)
of India
New Delhi

M.K. MATHUR
Joint Adviser (Agriculture)
Planning Commission
New Delhi

INDIA - INDE (Cont'd)

Adviser:

S.M. WAHI
Vice-President
National Institute of Agriculture
Lucknow, U.P.

Alternates:

Parviz KARBASI
Alternate Permanent Representative
of the Islamic Republic of Iran
to FAO
Rome

Mohammad Javad ZAHEDI
Expert of Centre for Rural Research
Teheran

INDONESIA - INDONESIE

Delegate:

WARDOJO
Minister of Agriculture
Jakarta

Hossein Maffi FOROUTAN
Expert of Control and Evaluation
Ministry of Agriculture
Teheran

Adviser:

Ida Bagus MANTRA
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary
Embassy of Indonesia
New Delhi

Eng Rahim AFSARI
Senior Expert and Adviser
Department of Planning
Ministry of Agriculture
Teheran

Alternates:

Ruyat WIRATMADJA
Director
Bureau of International Cooperation
Ministry of Agriculture
Jakarta

Mohammad Hossein MOHAMMADI
Expert, Department of International
Specialized Agencies
Ministry of Foreign Affairs
Teheran

Syafei ATMODIWIRYO
Senior Official
National Logistic Agency (BULOG)
Jakarta

Sugianto BRODOSUSANTO
Agricultural Attaché
Embassy of Indonesia
Rome

Dame Pangapuli SIREGAR
First Secretary
Embassy of Indonesia
New Delhi

Miss Rosmalawati CHALID
Official
Directorate for Multilateral
Economic Cooperation
Department of Foreign Affairs
Jakarta

JAPAN - JAPON

Delegate:

Kunio TAKEMASA
Vice-Minister for Technical Affairs
Ministry of Agriculture, Forestry
and Fisheries
Tokyo

Alternates:

Shigeki YAMAMOTO
Director, Technical Cooperation
Economic Affairs Bureau
Ministry of Agriculture, Forestry
and Fisheries
Tokyo

Ryuichi ISHII
Counsellor
Embassy of Japan
New Delhi

Associates:

Osamu HIROKAWA
Technical Cooperation Officer
International Cooperation Division
Economic Affairs Bureau
Ministry of Agriculture, Forestry
and Fisheries
Tokyo

IRAN, ISLAMIC REPUBLIC OF -
IRAN, REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'

Delegate:

Djalal RASOOLF
Deputy Minister for Planning
and Budget
Ministry of Agriculture
Teheran

JAPAN - JAPON (Cont'd)

Hajime MATSUO
First Secretary
Embassy of Japan
New Delhi

Katsutoshi HAMA
First Secretary
Embassy of Japan
New Delhi

KOREA, REPUBLIC OF
COREE, REPUBLIQUE DE

Delegate:

Byung Suk LEE
Vice Minister
Ministry of Agriculture, Forestry
and Fisheries
Seoul

Alternates:

Kyung Tai PARK
Minister
Embassy of the Republic of Korea
New Delhi

Jeong Soo SON
Director
International Cooperation Division
Ministry of Agriculture, Forestry
and Fisheries
Seoul

Jae Hong LIM
First Secretary
Embassy of the Republic of Korea
New Delhi

Kwang Wook AN
Assistant Director
International Cooperation Division
Ministry of Agriculture, Forestry
and Fisheries
Seoul

Bong Hwan CHO
Assistant Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative
to FAO
Embassy of the Republic of Korea
Rome

Wan Su OH
Executive Secretary
Korea FAO Association
Seoul

LAOS

Délégué:

Chanpheng SIHAPHOM
Ambassadeur
Ambassade du Laos
New Delhi

Suppléants:

Kou CHANSINA
Directeur du Département de
l'agriculture
Ministère de l'agriculture et
des forêts
Vientiane

Phongsavath KEOLA
Seconde Secrétaire
Ambassade du Laos
New Delhi

MALAYSIA - MALAISIE

Delegate:

Datuk Seri Sanusi JUNID
Minister of Agriculture
Kuala Lumpur

Alternates:

Abdul Jamil Mohd. ALI
Assistant Director-General
(Planning and Development)
Department of Agriculture
Kuala Lumpur

Kassim SARBANI
Director, Agriculture Section
Economic Planning Unit
Prime Minister's Department
Kuala Lumpur

Ab. Ghaffar A. TAMBI
Head, International Unit
Ministry of Agriculture
Kuala Lumpur

Associates:

Mohamed Amir JAAFAR
High Commissioner
High Commission for Malaysia
New Delhi

Aziman HASSAN
Press Secretary to the
Minister of Agriculture
Kuala Lumpur

Abdullah Sani OMAR
Counsellor
High Commission for Malaysia
New Delhi

MALDIVES

Delegate:

Abbas IBRAHIM
Minister of Fisheries and
Agriculture
Male

Alternate:

Abdul Azeez ABDUL HAKEEM
Director of Agricultural Services
Ministry of Fisheries and
Agriculture
Male

MONGOLIA - MONGOLIE

Delegate:

D. RADNAARAGCHAA
Minister of Agriculture
Ulan Bator

Associate:

T. BAYARSAIKHAN
Officer, Assistant to the
Minister of Agriculture
Ministry of Agriculture
Ulan Bator

Adviser:

Otgonbayar YONON
Second Secretary
Embassy of Mongolia
New Delhi

MYANMAR

Delegate:

Wynn LWIN
Ambassador
Embassy of the Union of Myanmar
New Delhi

Alternates:

Tin HLAING
Managing Director
Myanmar Agricultural Services
Ministry of Agriculture and Forests
Yangon

Ngo Kho PAU
Second Secretary
Embassy of the Union of Myanmar
New Delhi

Associate:

Than HTAIK
Director General
Department of Cottage Industry
Ministry of Cooperatives
Yangon

NEPAL

Delegate:

J.N. THAPALIA
Economist
Ministry of Agriculture
Kathmandu

Alternate:

Dinesh BHATTARAI
Second Secretary
Royal Nepalese Embassy
New Delhi

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZELANDE

Delegate:

Ms Priscilla WILLIAMS
New Zealand High Commissioner
New Zealand High Commission
New Delhi

Associate:

Rhys Anthony GREENSILL
Development Officer
New Zealand High Commission
New Delhi

PAKISTAN

Delegate:

Abdul SATTAR
Pakistan High Commissioner
Pakistan High Commission
New Delhi

Alternate:

Javed MASUD ALI
Additional Secretary
Ministry of Food, Agriculture,
and Cooperatives
Islamabad

Associate:

Sibghat MANSOOR
Commercial Secretary
Pakistan High Commission
New Delhi

PAPUA NEW GUINEA -
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE

Delegate:

Tom PAIS
Minister for Agriculture and
Livestock
Port Moresby

Alternates:

Paul J. SAI'I
Secretary for Agriculture and
Livestock
Port Moresby

Daur LAWRENCE
Assistant Secretary
Provincial Agriculture and
Livestock
Port Moresby

James KIELE
Director - Policy/Programming
Ministry of Agriculture and
Livestock
Port Moresby

PHILIPPINES

Delegate:

Dante Q. BARBOSA
Under-Secretary
Department of Agriculture
Manila

Alternate:

Dennis LEPALAN
First Secretary
Embassy of the Philippines
New Delhi

SRI LANKA

Delegate:

Dharmadasa BANDA
Minister for Agricultural
Development and Research
Colombo

Alternate:

Dixon NILAWEERA
Secretary
Ministry of Agricultural
Development and Research
Colombo

Associates:

U.M.A. PREMARATNE BANDA
P.S.O. to the Minister for
Agricultural Development and
Research
Colombo

Sataratilake B. ATUGODA
Deputy High Commissioner
Sri Lanka High Commission
New Delhi

H. MEDAWATTA
Coordinating Officer
Ministry of Agricultural
Development and Research
Colombo

THAILAND - THAILANDE

Delegate:

Praphot NARINTHRANGURA
Ambassador
Royal Thai Embassy
New Delhi

Alternates:

Praphas WEERAPAT
Rice Specialist
Department of Agriculture
Ministry of Agriculture and
Cooperatives
Bangkok

Supote DECHATES
Agricultural Economic Research
Specialist
Office of Agricultural Economics
Ministry of Agriculture and
Cooperatives
Bangkok

Mrs Marasee SURAKUL
Assistant Secretary-General
Office of the National FAO
Committee
Ministry of Agriculture and
Cooperatives
Bangkok

TONGA

Delegate:

Baron VAEA
Prime Minister and
Minister for Agriculture,
Marine, Forestry and Fisheries
Nuku'Alofa

TONGA (Cont'd)

Alternate:

Aleki F. SISIFA
Acting Director of Agriculture
and Forestry
Ministry of Agriculture, Marine,
Forestry and Fisheries
Nuku'Alofa

UNITED STATES OF AMERICA -
ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Delegate:

E. Wayne DENNEY
International Relations Adviser
Office of International
Cooperation and Development
US Department of Agriculture
Washington, D.C.

Alternate:

Maurice R. LANDES
Leader, Asian Markets and
Trade Section
Economic Research Service
US Department of Agriculture
Washington, D.C.

VIET NAM

Délégué:

Nguyen Cong TAN
Ministre de l'agriculture
et de l'industrie alimentaire
Hanoi

Suppléants:

Ich Chuong NGUYEN
Directeur adjoint
Département de coopération
internationale
Ministère de l'agriculture
de de l'industrie alimentaire
Hanoi

Nguyen Chi THANH
Expert
Département des organisations
internationales
Ministère des affaires étrangères
Hanoi

OBSERVERS FROM MEMBER NATIONS NOT IN THE REGION -
OBSERVATEURS D'ETATS MEMBRES NE FAISANT PAS PARTIE DE LA REGION

NETHERLANDS - PAYS BAS

Pieter De RIJK
Agricultural Counsellor
Royal Netherlands Embassy
New Delhi

REPRESENTATIVES OF THE UNITED NATIONS AND SPECIALIZED AGENCIES -
REPRESENTANTS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
ET DES INSTITUTIONS SPECIALISEES

ECONOMIC AND SOCIAL COMMISSION FOR
ASIA AND THE PACIFIC (ESCAP) -
COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE
POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Sultan Z. KHAN
Chief, Agricultural and
Rural Development Division
Bangkok

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL
DEVELOPMENT (IFAD) - FONDS INTERNA-
TIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

S.N. SAIGAL
Director, Asia Division
Project Management Department
Rome

INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION
(ILO) - ORGANISATION INTERNATIONALE
DU TRAVAIL

P. WICKRAMASEKARA
ILO Asian Regional Team for
Employment Promotion
New Delhi

UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME
(UNDP) - PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT

Erling DESSAU
Resident Representative
New Delhi

UNITED NATIONS EDUCATIONAL, SCIENTIFIC
AND CULTURAL ORGANIZATION (UNESCO) -
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR
L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Ms Marianne HOOK
Education Programme Specialist
New Delhi

UNITED NATIONS POPULATION FUND
(UNFPA) - FONDS DES NATIONS UNIES
POUR LA POPULATION

Holger MUELLER
Jr. Professional Officer
New Delhi

UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND
(UNICEF) - FONDS DES NATIONS UNIES
POUR L'ENFANCE

Mrs Sheila VIR
Project Officer (Nutrition)
New Delhi

UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT
ORGANIZATION (UNIDO) - ORGANISATION
DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPE-
MENT INDUSTRIEL

M. ISLAM
Director
New Delhi

WORLD FOOD PROGRAMME (WFP) -
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

T. ESSAYEM
WFP Director of Operations in India
New Delhi

Kenneth DAVIES
Project Officer
New Delhi

OBSERVERS FROM INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS -
OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

AFRO-ASIAN RURAL RECONSTRUCTION
ORGANIZATION (AARRO) - ORGANISATION
AFRO-ASIATIQUE POUR LA RECONSTRUCTION

Ahmed A. KHALIL
Secretary General
New Delhi

T.R. PURI
Director
New Delhi

CENTRE ON INTEGRATED RURAL DEVELOPMENT
FOR ASIA AND THE PACIFIC (CIRDAP) -
CENTRE DE DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE
POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

A.T.M. Shamsul HAQUE
Director
Dhaka

OBSERVERS FROM NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS -
OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

INTERNATIONAL COOPERATIVE ALLIANCE
(ICA) - ALLIANCE COOPERATIVE
INTERNATIONALE

Karl J. FOGELSTROM
Senior Development Advisor
ICA Regional Office for Asia
and the Pacific
New Delhi

INTERNATIONAL FEDERATION OF
PLANTATION, AGRICULTURAL AND ALLIED
WORKERS (IFPAW) - FEDERATION
INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS DES
PLANTATIONS, DE L'AGRICULTURE ET
DES SECTEURS CONNEXES

B.K. SOOD
Regional Representative for Asia
New Delhi

INTERNATIONAL CONFEDERATION OF FREE
TRADE UNIONS (ICFTU) - CONFEDERATION
INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES

V.K. VEDAPURI
Research Officer
ICFTU/APRO New Delhi
New Delhi

WORLD FEDERATION OF TRADE UNIONS
(WFTU) - FEDERATION SYNDICALE
MONDIALE

Debkumar GANGULI
WFTU Secretary
New Delhi

INTERNATIONAL UNION OF FORESTRY
RESEARCH ORGANIZATIONS (IUFRO) -
UNION INTERNATIONALE DES INSTITUTS
DE RECHERCHES FORESTIERES

Ravindra Bihari LAL
Conservator of Forests
Eastern Circle
Mantripukhri
Imphal

WORLD VETERANS FEDERATION (WVF) -
FEDERATION MONDIALE DES ANCIENS
COMBATTANTS

Major Baldeo SINGH (Retd.)
General Secretary
Indian Ex-Services League
New Delhi

INTERNATIONAL UNION OF NUTRITIONAL
SCIENCES (IUNS) - UNION INTERNATIONALE
DES SCIENCES DE LA NUTRITION

Mrs Vinodini REDDY
Director
National Institute of Nutrition
Hyderabad

OEUVRES HOSPITALIERES FRANCAISES
DE L'ORDRE DE MALTE

Charles SIX
c/o Resident Delegate
New Delhi

CONFERENCE SECRETARIAT -
SECRETARIAT DE LA CONFERENCE

H. TSUCHIYA
Conference Secretary

S.I. ZAKHARIEV
Conference Affairs Officer

Y.S. RAO
Reports Officer

J.L. MERCADO
Information Officer

FAO STAFF - PERSONNEL DE LA FAO

Edouard SAOUMA
Director-General

A.Z.M. OBAIDULLAH KHAN
Assistant Director-General and
Regional Representative for Asia
and the Pacific
Bangkok

Narong CHOMCHALOW
Regional Plant Production Officer
Bangkok

F.J. DENT
Regional Soil Management and Fertilizer Use Officer
Bangkok

P.A. HICKS
Regional Agricultural Engineering and Agro-Industries Officer
Bangkok

J. LUPIEN
Director, Food Policy and Nutrition Division
Rome

V.K. SIBAL
Chief, Regional Bureau for Asia and the Pacific
Field Programme Development Division
Rome

ANNEXE C

LISTE DES DOCUMENTS

APRC/92/1	Ordre du jour provisoire annoté
APRC/92/2	Rapport sur les activités de la FAO dans la région, 1990-91
APRC/92/2-Sup.1	Plan à moyen terme de la FAO pour 1994-99. Dimensions régionales
APRC/92/3	Amélioration de l'emploi et des revenus ruraux grâce au développement des industries de transformation des produits agricoles
APRC/92/4	Stratégies régionales pour stopper la dégradation des terres
APRC/92/4-Corr.1	Rectificatif à APRC/92/4
APRC/92/5	Représentation de la région au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)

Série INF

APRC/92/INF/1	Note d'information
APRC/92/INF/2-Rev.2	Calendrier provisoire
APRC/92/INF/3	Liste provisoire des documents
APRC/92/INF/4	Le point sur les préparatifs de la CIN
APRC/92/INF/5	Suite donnée aux principales recommandations de la vingtième Conférence régionale
APRC/92/INF/6	Allocution du Directeur général
APRC/92/INF/7	Quatrième Conférence technique internationale pour la conservation et l'utilisation des ressources phytogénétiques
APRC/92/INF/8-Rev.2	Liste provisoire des délégués et observateurs

Série APRC/92/OD

APRC/92/OD/1 à APRC/92/OD/4	Programmes des séances
APRC/92/REP	Projet de rapport

ANNEXE D

ALLOCUTION D'OUVERTURE DE SRI P.V. NARISIMHA RAO, PREMIER MINISTRE

Monsieur le Directeur général, Jakharji, Mesdames et Messieurs,

J'ai grand plaisir à déclarer ouverte la vingt et unième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique. Je vous souhaite à tous très chaleureusement la bienvenue. J'espère que durant votre séjour ici vous pourrez voir un aperçu de notre pays et de son développement agricole.

Les pays de la région Asie-Pacifique partagent de nombreuses préoccupations et aspirent tous à améliorer le bien-être de leur population et la qualité de la vie. Pour relever ces défis, la plupart d'entre nous ont besoin d'une base agricole solide. L'expérience acquise dans de nombreuses régions du monde montre que la coopération régionale et internationale a un rôle capital à jouer à cet égard.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture symbolise cet esprit de coopération internationale et le désir commun à toute l'humanité de débarrasser le monde, une fois pour toutes, de la faim et de la famine. Depuis plus de 40 ans, l'Organisation joue un rôle essentiel dans l'amélioration des politiques et de la planification agricoles des pays en développement. Les conférences régionales de la FAO donnent aux Etats Membres une excellente occasion de délibérer des problèmes liés à l'agriculture mondiale et aux communautés rurales et d'élaborer des stratégies appropriées. Je suis particulièrement heureux que la vingt et unième Conférence régionale se tienne en Inde, à un moment où la nation est engagée dans une réorientation de ses politiques agricoles, afin d'être mieux à même de relever les défis des années 90 et au-delà.

L'application depuis le milieu des années 60 des fruits de la recherche agronomique et technologique nous a permis d'améliorer sensiblement la productivité de plusieurs cultures. Bien que nous ayons atteint un plateau en termes de superficies ensemencées nettes, la production a continué à croître régulièrement, grâce à un renforcement de la productivité. Dans les années 80, le pays étant parvenu à une certaine stabilité dans le secteur vital de la production de céréales alimentaires, l'accent a été mis sur l'amélioration de la productivité des régions au taux de croissance relativement faible par rapport à celui des régions plus favorisées. Là encore nous avons remporté quelques succès, bien qu'il nous reste encore beaucoup à faire. La prochaine étape consistera à améliorer la production agricole en adoptant des systèmes agricoles appropriés dans les régions réputées difficiles, c'est-à-dire non irriguées ou montagneuses. Nous nous préoccupons davantage également d'améliorer la productivité des cultures non céréalières, comme les oléagineux, le coton et les produits horticoles.

Les progrès futurs en matière de production de céréales alimentaires dépendront d'une meilleure utilisation des infrastructures déjà en place et seront dus aux zones non irriguées, ou sans irrigation assurée, qui représentent 70 pour cent de la superficie cultivée totale. Ainsi, la prévention de l'érosion des sols et la conservation de l'humidité sur les bassins versants et l'utilisation optimale des ressources et des

technologies disponibles sont-elles appelées à jouer un rôle capital. Les avantages d'une telle stratégie seront sans doute multiples, sans exiger des investissements d'un ordre comparable.

L'agriculture joue un rôle de premier plan dans la planification nationale et le développement économique de l'Inde. La planification agricole devra de plus en plus se préoccuper non seulement de relever la production, mais aussi d'améliorer le bien-être des agriculteurs dans un sens plus holistique. Elle devra viser à satisfaire les besoins non agricoles et à procurer aux agriculteurs des revenus correspondant à leurs investissements et aux risques qu'ils encourent.

Comme la plupart des autres pays de la région, l'Inde ne peut plus espérer étendre sa superficie cultivée. Compte tenu de l'exploitation croissante des ressources en terre et en eau et de l'évolution technologique, il devient de plus en plus important d'harmoniser le développement agricole et la préservation de l'environnement. La société doit promouvoir un modèle de développement agricole visant à assurer la durabilité et la régénération écologique des zones dégradées. Ces systèmes ne peuvent pas être imposés d'en haut, mais doivent être mis en place progressivement et volontairement. Lorsqu'on aborde ces questions au niveau international, il faudrait que les pays fassent preuve de plus de souplesse et se préoccupent davantage de justice sociale. Les structures de la production mondiale et du commerce international doivent conduire à une gestion plus rationnelle et plus équitable des ressources de la planète. Il faut pour cela parvenir à un consensus mondial et à une compréhension réciproque que la prochaine Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), qui doit se tenir à Rio en juin 1992, devrait contribuer à promouvoir.

Etroitement liée à la question du développement agricole durable est celle des ressources phytogénétiques. Avec les progrès rapides de la biotechnologie, la question de la conservation de notre patrimoine génétique et de l'accès des agriculteurs à ces ressources est devenue critique. Pour conserver ces ressources extrêmement précieuses, il faudrait créer un réseau de banques de gènes modernes. Toute action entreprise au titre de l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques, ou de tout autre instrument international à venir, devra assurer la conservation et l'utilisation équitable des ressources génétiques.

Pour bénéficier des progrès accomplis dans les technologies de pointe intéressant l'agriculture, les pays en développement doivent aussi créer leurs propres centres de recherche en sciences fondamentales et appliquées, notamment dans les domaines suivants: génie génétique, culture de tissus, transfert d'embryons, lutte biologique contre les ravageurs et les maladies, engrais biologiques, etc. Les pays développés et des organisations internationales comme le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), le Centre international pour le génie génétique et les biotechnologies, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et la FAO doivent fournir des ressources et un appui scientifique et technique à long terme à ces centres de recherche des pays en développement, de façon que les agriculteurs de ces pays puissent retirer tout le bénéfice possible de la révolution génétique imminente. La communauté internationale reconnaît que la faim est un problème mondial qui doit être résolu grâce à la coopération mondiale.

Un développement économique moderne exige également que l'on protège les terres et l'agriculture. Depuis quelques décennies, du fait de la limitation des ressources en terre, de la croissance rapide de la main-d'oeuvre rurale et de la croissance relativement faible du secteur rural non agricole, les problèmes des petits agriculteurs propriétaires de leurs terres et ceux des ouvriers agricoles sans terre se sont considérablement aggravés. Il faut bien comprendre que le développement du secteur agricole ne pourra pas résoudre durablement à lui seul le problème de la pauvreté rurale dans les pays en développement. Des politiques efficaces seront nécessaires pour promouvoir les activités non agricoles. Bien que la croissance du secteur agricole soit nécessaire pour assurer la sécurité alimentaire des pays en développement, les problèmes du chômage et du sous-emploi dans les campagnes, de même que ceux liés à la modestie des revenus des petits agriculteurs, ne seront résolus que si l'on développe en même temps le secteur rural non agricole.

Outre l'amélioration de la productivité de la terre et de la main-d'oeuvre, la diversification agricole, ainsi que les agro-industries appuyées par des politiques de prix et une infrastructure commerciale appropriées, amélioreront les revenus des agriculteurs et par conséquent le niveau de vie de la population rurale. Une telle diversification permettrait aussi de financer des investissements bien nécessaires au secteur agricole. Elle faciliterait le passage à une production davantage orientée sur des produits - produits animaux et marins, fruits, légumes et fleurs - qui sont plus demandés dans les pays à revenu élevé. En augmentant la part de la production agricole commercialisée et consommée sous forme de produits transformés, on crée des emplois et on améliore les revenus des agriculteurs et la sécurité alimentaire des ménages ruraux.

L'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition des ménages exige également des interventions à long terme visant à promouvoir un progrès économique et social général. Il existe aujourd'hui dans le monde, et en particulier vivant dans les pays en développement, plus de 500 millions de personnes qui ne mangent pas suffisamment pour mener une vie saine et active et qui vivent dans un environnement malsain, privés d'eau propre et de services sociaux. Les plans de développement nationaux devraient, par conséquent, être complétés par des mesures sociales de prévention de la misère et de transfert de revenus, qui garantissent que les mal nourris et les foyers victimes de l'insécurité alimentaire en seront les premiers bénéficiaires. Cet objectif doit faire partie intégrante de nos efforts pour mettre en oeuvre les deux volets de la sécurité alimentaire, à savoir, l'accroissement de la production alimentaire et l'amélioration de l'accès aux vivres. A cet égard, je félicite l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation mondiale de la santé d'organiser à Rome en décembre 1992 la Conférence internationale sur la nutrition qui, j'en suis sûr, contribuera à une meilleure compréhension de ces problèmes.

Un certain nombre de pays en développement ayant entrepris des réformes économiques et des restructurations connaissent des difficultés aggravées par un endettement important, une inflation en hausse, la détérioration des termes de l'échange, une croissance agricole modeste et des tendances démographiques décourageantes. Des mesures d'intervention directe consistant à fournir une aide alimentaire accrue provenant de sources extérieures, à renforcer les systèmes nationaux de distribution, à accroître les transferts de revenus et les investissements sociaux, sont encore plus pertinentes et indispensables dans le cas de ces pays qui

cherchent à résoudre les problèmes à court terme liés à ces ajustements. Enfin, pour en réduire le coût économique et social, le processus d'ajustement devrait bénéficier de l'appui sans réserve de la communauté internationale.

L'ajustement structurel est un processus dynamique qui vise à créer les conditions d'une croissance viable au sein de l'économie nationale et dans les relations entre l'économie intérieure et l'économie internationale. Les politiques poursuivies par certains pays développés notamment en matière de commerce des produits agricoles, sapent le potentiel de développement agricole des pays en développement. Beaucoup de pays en développement d'Asie ne peuvent pas tirer pleinement profit des possibilités économiques à l'échelon mondial en raison des obstacles aux échanges érigés par les pays développés et des sommes considérables que ces pays dépensent pour protéger leur agriculture. Il faut espérer que les Négociations commerciales multilatérales d'Uruguay examineront ces questions de manière équilibrée, en tenant compte du rôle de l'agriculture dans le développement des pays du tiers monde.

Le renforcement de la coopération sud-sud est plus que jamais nécessaire pour résoudre les problèmes communs à ces pays. J'estime que la coopération économique et technique entre pays en développement (CEPD et CTPD) est un mécanisme idéal d'entraide et de transfert de technologies. Les pays asiatiques, par exemple, assurent plus de 90 pour cent de la production mondiale de riz. Or, on constate des différences frappantes d'un pays de la région à l'autre en ce qui concerne la production et la productivité rizicoles. La collaboration régionale s'impose donc pour améliorer la productivité des pays retardataires.

Le secteur agricole est un domaine où il est particulièrement facile de s'entraider et d'apprendre les uns des autres pour améliorer la productivité et la production des diverses cultures. Le succès de l'exercice de programmation de CTPD dans le secteur agricole, tenu à New Delhi en 1991, témoigne que certaines actions entreprises dans un esprit de collaboration peuvent encourager la coopération technique mutuelle, renforcer la confiance dans les capacités techniques des uns et des autres et améliorer la qualité de la coopération internationale.

Grâce à votre participation aux débats de la Conférence au cours de cette semaine la FAO sera mieux à même d'affronter des problèmes aussi difficiles que la faim, la malnutrition et la dégradation de l'environnement. Je vous souhaite tout le succès possible dans vos délibérations.

Merci.

ANNEXE E

DECLARATION DU DIRECTEUR GENERAL

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les délégués et observateurs,
Mesdames, Messieurs,

Thème de la Conférence

Dans les *Upanishad* - qui comptent parmi les plus anciens écrits philosophiques de l'Inde - se trouve un hymne qui proclame le thème de notre réunion. Il y est dit:

"De la nourriture naissent toutes les créatures qui vivent sur la terre. La nourriture les fait vivre et, en mourant, elles redeviennent nourriture."

C'est la volonté et la nécessité de satisfaire ce besoin fondamental de l'humanité qui nous amène à New Delhi aujourd'hui.

Hospitalité indienne

Pour cette vingt et unième Conférence régionale de la FAO, nous sommes une fois encore les bénéficiaires reconnaissants de l'hospitalité indienne. Cette hospitalité chaleureuse s'inscrit dans une longue tradition.

L'Inde a accueilli, comme vous vous en souvenez sans doute, la toute première Conférence régionale, celle de Bangalore, en 1953. Puis la onzième et la quinzième Conférence régionale se sont tenues à Delhi en 1972 et 1980 respectivement.

Au fil des années, l'Inde a prêté à l'Organisation quelques-uns de ses nationaux les plus talentueux. Beaucoup ont servi avec distinction dans des Etats Membres du monde entier.

Hommage aux dirigeants indiens

Parmi cette légion de dirigeants exemplaires, l'un des plus remarquables fut M. B.R. Sen, quatrième Directeur général de la FAO de 1956 à 1967.

La portée, la complexité et l'impact des programmes de la FAO des années 90 sont dans une large mesure le fruit de la sagesse, de la clairvoyance et de la compassion de M. Sen. Invariablement, il mesurait les programmes de la FAO à l'aune du service à rendre aux plus démunis.

La FAO a manifesté sa reconnaissance à l'Inde en rendant hommage à ses citoyens. Elle a frappé des médailles de Cérès en l'honneur de Shrimati Indira Gandhi, de Shri Jaya Prakash Narayan et de M. Sen.

Permettez-moi donc d'exprimer au Premier Ministre, Shri P.V. Narasimha Rao, et au Ministre de l'agriculture, Shri Balram Jakhar, notre gratitude pour leur accueil et l'appui indéfectible de leur pays aux programmes de la FAO.

Importance historique de l'agriculture

J'ai eu moi-même le privilège de travailler dans ce pays au début des années 60 et d'y acquérir une expérience précieuse et formatrice. De ce poste, j'ai découvert qu'un sens de l'histoire longue et sacrée de l'agriculture imprègne les conférences de la FAO tenues dans cette vaste région.

Cela n'a rien d'étonnant. Les naturalistes, par exemple, nous disent que près de la moitié des plantes de la région sont originaires de deux pays, la Chine et l'Inde; que le riz, en latin *Oryza sativa* - l'une des principales contributions de l'Inde à l'agriculture mondiale -, fut semé au nord et à l'ouest du plateau du Deccan au cours du premier millénaire avant Jésus-Christ; que dès le septième siècle avant Jésus-Christ, les rizières s'étendaient déjà vers l'est jusqu'au delta du Gange.

Les historiens fournissent le contexte. On sait grâce à eux que, dès le cinquième millénaire, les agriculteurs chinois récoltaient du mil; que les petits pois et les châtaignes d'eau étaient déjà cultivés dans les "Spirit Caves" du nord de la Thaïlande 7 000 ans avant Jésus-Christ.

Le cycle de la vie et de la mort de l'homme, qui se mêle à la terre et à l'eau, est un thème récurrent de la littérature qui a modelé cette région. Les hymnes védiques psalmodiés du 10ème au 7ème siècle avant Jésus-Christ ponctuent les cycles agricoles du "pays des cinq fleuves", tout en témoignant de la quête d'autres valeurs que la satiété et la survie.

Cette riche matrice a donné naissance à d'illustres personnalités, parmi lesquelles des lauréats du prix Nobel. Rabindranath Tagore a sondé la mystique dans son poème lyrique du *Gitanjali* et Mère Teresa trouve le divin dans la misère des taudis de Calcutta.

C'est aussi à cette riche tradition culturelle que nous devons le Mahatma Gandhi. Qui peut oublier son adage: "A un peuple affamé et oisif, la seule forme sous laquelle Dieu ose apparaître est le travail et la promesse de nourriture"?

Cycle de conférences pour les années 90

La Conférence que nous ouvrons aujourd'hui est la première d'une série prévue pour les années 90. Elle s'inscrit dans la ligne des activités de la FAO visant à renforcer le bien-être des agriculteurs et à assurer une alimentation suffisante pour tous. Nous nous réunissons pour décider des politiques qui faciliteront la transition vers un 21ème siècle incertain.

Ces politiques devront permettre à l'agriculture asiatique de nourrir des populations dont le nombre, la densité ou les mouvements migratoires n'ont jamais été aussi considérables. Nous devons y parvenir sans hypothéquer la base de ressources naturelles des générations futures.

"Nous n'héritons par la terre de nos parents", comme le dit si bien un proverbe indien. "Nous ne faisons que l'emprunter à nos enfants."

Bilan de la région

Il est utile pour commencer de faire le bilan de notre travail.

Où en étions-nous au début des années 90? Qu'avons-nous accompli depuis lors? Où avons-nous échoué? Et à quelles tâches consacrer en priorité, dans les années 90, nos ressources limitées?

Les résultats des années 80 indiquent que les agriculteurs ont réagi de manière décisive aux défis auxquels la région était confrontée. Aujourd'hui, la région Asie-Pacifique est celle dont la croissance économique est la plus rapide au monde.

Ces résultats solides sont dus en partie aux politiques éclairées adoptées par de nombreux gouvernements, qui ont cherché à aider les petits producteurs ruraux, fondement de toute transformation structurelle de l'économie.

Les hommes et les femmes qui cultivent vos terres et pêchent dans vos eaux ont prouvé que l'avancée de la faim, jugée naguère irréversible, peut être stoppée.

Dans les années 80, la production céréalière de la région a augmenté de près de 3 pour cent par an, soit à un rythme supérieur à la croissance démographique de la région et dépassant de loin le taux de 1 pour cent enregistré dans le reste du monde. Quatre des six principaux pays déficitaires en riz ont accédé à l'autosuffisance.

Des entrepôts pleins, comme c'est le cas dans certains pays, signifient une meilleure sécurité alimentaire. Les stocks céréaliers des pays en développement de l'Asie sont passés de 60 millions de tonnes en moyenne pendant la période 1974-1976 à 93 millions de tonnes pour 1988-1990.

La Commission régionale de la sécurité alimentaire de la FAO signale l'adoption quasi universelle de politiques en matière de cultures, de commerce et de stocks céréaliers visant à stabiliser l'offre et les prix. L'accès économique aux denrées alimentaires demeure, toutefois, une question préoccupante.

Progrès dans des secteurs critiques

Des progrès remarquables ont été accomplis dans d'autres secteurs.

Les deux tiers des terres irriguées de la planète se trouvent aujourd'hui en Asie. Des statistiques recueillies avec soin par le programme de la FAO sur les engrais révèlent que près de 30 pour cent des engrais minéraux du monde sont utilisés par les agriculteurs de cette région.

En 20 ans, l'apport alimentaire par habitant a augmenté de près de 10 pour cent, dépassant les normes fixées par la FAO et l'OMS. La proportion d'Asiatiques mal nourris a baissé.

Cela ne veut pas dire que la pauvreté et la malnutrition ont été éliminées des campagnes asiatiques. En fait, la léthargie et l'apathie engendrées par la malnutrition sont si répandues dans les sociétés les plus

pauvres qu'elles sont considérées comme normales. Blême et hiératique, Lazare le ressuscité se fond dans le paysage.

Dans les années 80, l'aquaculture, d'abord pratiquée comme activité d'appoint dans les zones intérieures manquant de protéines, s'est transformée en une industrie d'exportation dynamique. Le développement de la petite industrie laitière a ouvert la voie à la "révolution blanche" en Inde.

De nombreux organismes nationaux - des bureaux de planification économique aux universités agricoles - sont devenus de solides institutions aux capacités renforcées. Les banques agricoles de la région, par exemple, financent une formation organisée par l'Association de crédit rural Asie-Pacifique (APRACA), dont le siège est au Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique.

Ces réalisations intéressent aussi notre Conférence, car elles reflètent les aspirations de la région.

La FAO, je suis fier de le noter, a travaillé résolument aux côtés de vos agriculteurs, de vos forestiers et de vos pêcheurs pendant toute cette période difficile.

Du fait de nos difficultés financières, les programmes réalisés par le Bureau régional de la FAO ont été nécessairement modestes. Ils ont porté, notamment, sur la promotion des petits agriculteurs, l'agriculture durable, les pesticides, les pêcheries artisanales, l'énergie renouvelable, les biotechnologies et la santé et la production animales.

Mais les priorités que vous aviez fixées lors de conférences régionales précédentes garantissaient la pertinence et l'effet catalyseur de ces programmes. Les résultats du programme FAO de lutte intégrée contre les ravageurs dans les pays de cette région ont valu à son conseiller technique principal, en novembre dernier, le prestigieux prix B.R. Sen.

Après une expérience réussie en Amérique latine, sept commissions et 16 réseaux techniques travaillent aujourd'hui à partir du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, en coopération avec vos experts, de façon à tirer parti des compétences et de l'expérience acquises dans la région. Le document APRC/92/2 offre un tableau détaillé de ces activités.

Arrière-plan de changements radicaux

Tous ces progrès ont été accomplis dans un climat de changements politiques spectaculaires.

La décennie, après tout, a été marquée par la fin de la guerre froide. La perspective paralysante de l'incinération nucléaire s'est éloignée. Les murs de la répression se sont écroulés, laissant libre cours aux aspirations longtemps refoulées des peuples à la liberté.

La vente de liberté qui a balayé les Etats d'Europe orientale les a ramenés dans les rangs des nations libres. Et des décombres de l'Union soviétique a émergé la Communauté des Etats indépendants. Les élections tenues récemment au Népal et au Bangladesh suscitent des élans de créativité dans les populations.

La région a marqué de son empreinte ce remodelage de notre globe.

La première manifestation de ce "pouvoir du peuple" sur les écrans de télévision, qui réduisent notre monde aux dimensions d'un village, a eu lieu en 1986. Par millions, les Philippins repoussaient, dans un élan de protestation non violente, les tanks et les baïonnettes.

La "révolution de velours" en Tchécoslovaquie et le cri de bataille de "Solidarité" en Pologne ont suivi peu après.

Ces manifestations étonnantes du pouvoir populaire nous rappellent la marche de milliers de pieds nus: ceux des gens simples que le Mahatma conduisit vers le rivage, à Dandi, en signe de protestation pacifique contre l'impôt sur le sel, en 1930.

Cette tradition de non-violence est profondément enracinée en Asie. Les valeurs qu'elle proclame ne méritent pas de rester en marge de l'histoire.

"Mouvements de base"

Dans les années 80, les organisations non gouvernementales ont adopté des approches novatrices et créatives dans des matières d'une importance capitale, allant de la réforme agraire et du développement participatif aux droits de l'homme et à la condition féminine.

Dans ce domaine, la FAO doit beaucoup à la clairvoyance de M. Sen. Bien avant que l'impact du pouvoir populaire sur le développement ait été reconnu, M. Sen lançait la Campagne contre la faim. Cette campagne a donné l'occasion aux mouvements de base de coopérer avec les gouvernements, la FAO et d'autres institutions comparables pour mener le combat séculaire contre la faim.

On constate une ouverture croissante aux mouvements de base, même dans les pays enfermés dans des politiques d'intervention publique. Le Laos, le Viet Nam et le Cambodge tendent aujourd'hui la main vers les mouvements sociaux et le secteur privé, dont la capacité à mobiliser des ressources et des compétences ne fait aucun doute.

Intégration économique régionale

Cet élan vers la liberté s'accompagne de mouvements d'intégration économique. La Communauté économique européenne donne le ton. Reconnaisant cette tendance, la vingt-sixième Conférence de la FAO a modifié nos Textes fondamentaux pour permettre aux organisations d'intégration économique régionale de demander leur admission à la FAO et a accueilli la CEE, première organisation à devenir membre de la FAO.

Les groupements régionaux réagissent rapidement à ces changements. L'association des nations de l'Asie du Sud-Est, par exemple, travaille patiemment à la création d'une zone de libre-échange pour le 21ème siècle.

La FAO exécute pour l'ANASE des projets agricoles, halieutiques et forestiers. L'expérience nous permet d'attester la capacité croissante de l'ANASE à conserver, entretenir et renouveler sur une base inter-Etats ses

systèmes vitaux communs. L'Association est aussi de plus en plus capable de prendre des positions unifiées fondées sur des principes communs face à des négociateurs et à des groupes économiques plus puissants..

A cet égard, je suis réconforté par la déclaration du sommet de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) qui s'engage à intensifier la collaboration internationale pour le développement et l'intégration économique. Enfin, la Commission du Pacifique Sud oriente avec sagesse ses programmes de la décennie à venir.

La science au service de la productivité

A mon avis, le mouvement vers l'intégration économique régionale est éminemment opportun. La FAO est prête à encourager et à appuyer les efforts faits dans cette voie.

Placée entre les mains des agriculteurs, la science est la clé d'une meilleure productivité. La région Asie et Pacifique a donné l'exemple à toutes les régions en développement en allouant des fonds à la recherche agricole.

Les 9 millions d'hectares que la Chine a semés de riz hybride mis au point par ses scientifiques sont le fruit d'un tel investissement.

La FAO appuie les recherches menées par des institutions comme l'Institut international de recherches sur le riz. Les travaux sur les effets de la diminution de la couche d'ozone sur le riz - aliment de base d'une importance capitale pour la région - en sont un exemple.

C'est sur les pentes des montagnes de l'Asie que se rencontrent les problèmes les plus graves de pauvreté, de pression démographique et de dégradation de l'environnement. L'Association des institutions de recherche agricole de l'Asie et du Pacifique cherche, avec les encouragements du Bureau régional de la FAO, à centrer ses travaux sur des technologies adaptées aux petites exploitations des zones montagneuses de cultures pluviales longtemps négligées.

Tout aussi importants sont les arrangements souples et novateurs mis au point par la FAO et des institutions comme la Banque asiatique de développement et le PNUD. Ces trois organismes, par exemple, ont lancé le Programme de recherche forestière. Ce programme vise à rassembler et à classer une masse critique d'informations fournies par les scientifiques asiatiques afin de contribuer à un aménagement forestier sans danger pour l'environnement et centré sur les populations.

Equité, croissance et stabilité

Comme vous vous en souvenez, en 1982, la seizième Conférence régionale de la FAO a unanimement adopté la Déclaration de Djakarta sur l'équité, la croissance et la stabilité. Ce document appelait la communauté internationale à faire davantage d'efforts pour supprimer la pauvreté et promouvoir la solidarité humaine.

En Indochine, aujourd'hui, ces espoirs vont peut-être se réaliser. On y transforme des épées en charrues.

La FAO est en train de mettre en place un bureau de liaison à Phnom Penh. Une fois qu'il sera opérationnel, nos projets aideront les agriculteurs cambodgiens à replanter leurs champs semés pour l'instant de plus d'un demi-million de mines mortelles.

Le flux des *boat people* fuyant le Viet Nam a peut-être commencé à se tarir. Les camps de réfugiés, toutefois, risquent de subsister pendant une grande partie des années 90. Ces camps nous rappellent cruellement la fragilité de nos succès.

L'an dernier a été marqué par toutes sortes de désastres: conflit armé à Sri Lanka, inondations au Bangladesh, sécheresse en Indonésie et éruption volcanique aux Philippines. Ainsi, malgré les progrès accomplis, nos marges de sécurité demeurent bien minces.

Dimension des tâches qui nous attendent

N'ayons aucune illusion. Les tâches qui nous attendent sont écrasantes. La région compte encore plus de 300 millions de mal nourris.

Dans les îles du Pacifique, où des céréales importées ont remplacé les produits de base traditionnels dans les foyers urbains, les changements de régime alimentaire ont entraîné une dégradation rapide de l'état nutritionnel. Les pays insulaires sont affligés de taux de malnutrition et de maladies nutritionnelles parmi les plus élevés du monde.

Dans beaucoup trop de pays, une espérance de vie tronquée est la règle.

A l'heure actuelle, l'espérance de vie moyenne d'un Asiatique est d'un peu plus de 63 ans. C'est déjà 10 ans de plus que celle d'un Africain. Mais on est encore bien loin de l'espérance de vie des femmes vivant dans des pays industrialisés comme le Japon, qui est de 81 ans.

De plus, ces chiffres masquent l'injustice inacceptable d'une vie raccourcie par la pauvreté et la faim. Dans certains pays, comme le Cambodge, l'espérance de vie est de 49 ans; au Laos, au Myanmar et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, elle est d'à peine plus de 50 ans.

Information et aspirations populaires

Cette injustice a prévalu pendant presque toutes les années 80, décennie qui a connu une véritable explosion de l'information. Les antennes paraboliques symbolisent l'impact des médias. Ceux-ci ont appris aux gens que l'éducation, une meilleure nutrition et une prophylaxie sérieuse peuvent contribuer à prolonger la vie. C'est ainsi qu'en l'espace de deux décennies à peine, l'espérance de vie des Chinois a augmenté d'une génération.

Aujourd'hui, les pauvres se rendent compte que le dénuement, l'échec et la mort précoce ne sont pas inévitables. Cette prise de conscience déclenche des aspirations d'une force extraordinaire, étant donné que les disparités touchent à la vie même.

Dans les années 90, ces aspirations s'exprimeront avec beaucoup plus d'insistance pour exiger la réforme d'un ordre social qui semble accorder aux riches une franchise pour la vie.

"La pénurie corrode l'âme du pauvre", comme le faisait observer la regrettée Indira Gandhi dans son allocution à la quinzième Conférence régionale de la FAO. "Les richesses des riches se multiplient en vase clos. Elles ne sont d'aucun secours pour ceux qui en ont besoin... La pauvreté ne peut pas être le destin de l'humanité. Nous n'avons donc qu'un seul adversaire: l'injustice économique et sociale... Il nous faut stimuler la croissance économique sans compromettre l'harmonie écologique."

Il est donc opportun que notre Conférence soit saisie d'un rapport sur les préparatifs de la Conférence internationale sur la nutrition¹, réunion mondiale qui doit avoir lieu en décembre 1992 et qui est, comme vous le savez, parrainée par la FAO et l'OMS.

Les meilleurs plans nutritionnels, toutefois, auront peu d'effet sur la triste vie des pauvres de nos villages s'ils ne sont pas accompagnés de mesures visant à améliorer les revenus ruraux. Que les denrées alimentaires soient disponibles en quantité croissante n'a pas de sens pour la famille rurale qui ne peut pas les acheter.

Cette vérité fondamentale est à l'origine du document qui vous a été remis sur le renforcement de l'emploi et des revenus ruraux grâce au développement des industries agro-alimentaires².

La population rurale de la région est passée de 1,4 milliard en 1950 à quelque 2 milliards en 1990. De vastes réservoirs de main-d'oeuvre rurale alimentent les flux de migration vers les taudis urbains.

Il faut trouver des stratégies pour intégrer efficacement la croissance agricole, l'emploi rural non agricole et l'industrialisation rurale. Une des stratégies clés de la Chine consiste à encourager les travailleurs à quitter la ferme, mais pas la campagne. Ce concept mérite d'être examiné de plus près.

L'euphorie n'est pas de mise. Nos succès constituent au mieux une victoire limitée. Nous ne serons pas satisfaits tant que la faim n'aura pas été totalement éradiquée.

Obstacles sur la voie de la croissance

Les succès que j'ai mentionnés ne sont pas tombés du ciel. Vos pays les ont remportés malgré le climat économique très difficile des années 80.

En fait, peu de progrès ont été accomplis sur le front de l'endettement. A l'échelle mondiale, celui-ci dépasse aujourd'hui 1 350 milliards de dollars. Le poids du service de la dette a été aggravé par une réduction radicale de l'aide publique.

En outre, les effets négatifs du protectionnisme persistant ont été exacerbés par la faiblesse des prix des produits de base. La valeur des exportations agricoles des pays en développement n'a augmenté que lentement, même en prix nominaux. Dans ce contexte, le résultat des longues Négociations d'Uruguay jouera un rôle déterminant: leur succès a des

¹ APRC/92/INF/4.

² APRC/92/3.

chances d'augurer une ère de progrès et de prospérité, mais leur échec pourrait signifier la stagnation et le désastre économiques, notamment pour les pauvres et les faibles.

Dans certains pays, des déficits budgétaires ont obligé à réduire d'indispensables programmes de distribution alimentaire aux groupes vulnérables. Dans d'autres, l'application des réformes structurelles s'est heurtée à des difficultés du fait de la stagnation des revenus.

Points de l'ordre du jour en suspens

En 1979, vos gouvernements ont défini les changements structurels nécessaires lors de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural. Le Programme d'action de la CMRADR demeure valable. En fait, l'Equipe chargée d'examiner les résultats de la CMRADR a informé la vingt-sixième Conférence de la FAO que, "comme dans les années 70, réapparaît aujourd'hui un nouveau consensus mondial sur la réforme agraire et le développement rural".

Nous devons répondre à ce consensus beaucoup plus énergiquement que nous ne l'avons fait dans les années 80. A mesure que les limites des terres arables sont repoussées, pays après pays, la réforme agraire apparaît comme l'une des entreprises inachevées à inscrire à l'ordre du jour des années 90.

La moitié des pauvres du monde résident dans cette région. Beaucoup d'entre eux dérivent en nombres toujours plus grands vers des zones marginales à l'écologie fragile.

Parmi eux, le nombre de familles sans terre tributaires d'un salaire s'accroît. Près de la moitié de tous les ménages ruraux ne possèdent pas de terres. Et les masses croissantes de jeunes gens éduqués, mais sans emploi, constituent une dangereuse poudrière.

Rien n'est plus urgent que de réduire la pauvreté. Les années 80 ont été appelées à juste titre la "décennie perdue pour les pauvres". Près de la moitié des pauvres du monde vivaient en Asie du Sud au début de cette décennie. Nous devons promouvoir l'utilisation productive de cette ressource en main-d'oeuvre si abondante que représentent les pauvres. Les années 90 ne doivent pas être le décalque des années 80.

L'éradication de la pauvreté, j'insiste, n'est ni un luxe, ni une bonne oeuvre. C'est la condition de notre survie en tant que communauté humaine.

L'avenir

J'ai évoqué plus tôt la longue histoire de l'agriculture dans la région. Le panorama également immense que nous offre l'avenir est tout aussi saisissant.

Les défis que les années 90 vous somment de relever - vous, les responsables des politiques agricoles de la région - sont sans précédent historique.

Jamais auparavant les exploitations agricoles de la région n'ont été appelées à nourrir des populations aussi nombreuses.

Au cours de la dernière décennie, l'Inde à elle seule a ajouté à la population de la région l'équivalent de 10 Australie. Si la transition vers un abaissement des taux de naissance s'interrompt dans les plus grands pays de la région - comme elle l'a fait aux Philippines et au Viet Nam - l'agriculture de la région devra nourrir plus de 3,7 milliards de personnes dans les années à venir.

Jamais, dans le passé, les systèmes alimentaires n'ont dû nourrir des concentrations urbaines aussi denses.

En 1990, l'Asie comptait neuf villes de plus de 8 millions d'habitants, à savoir: Shanghai, Beijing, Bombay, Calcutta, Séoul, Tianjin, Jakarta, Manille et, bien sûr, la ville qui nous accueille, New Delhi.

Dans 10 ans à peine, Dhaka, Karachi, Bangkok, Téhéran et Bangalore viendront s'ajouter à la liste des mégalofoles.

Jamais auparavant, non plus, les agriculteurs de la région Asie et Pacifique n'ont été confrontés à une tâche aussi ingrate que celle de rembourser des dettes extérieures dont le niveau sape la capacité de la région à poursuivre sa croissance.

A aucun moment de l'histoire de la région, le fléau de la dégradation des sols n'a touché, comme maintenant, 36 pour cent des terres cultivables.

Pour la première fois de l'histoire, les taux de déboisement annuels dépassent 4,7 millions d'hectares - soit à peu près le double d'il y a 10 ans. Plus de 75 millions d'hectares ont été dévastés par des cultivateurs itinérants. C'est ainsi que l'on raccourcit les jachères, refusant tout répit à la terre épuisée.

Il faut maintenant payer la note des erreurs écologiques et des gaspillages du passé.

Les commissions régionales et les réseaux de la FAO - notamment ceux qui s'occupent de foresterie, d'aménagement agricole et de domaines connexes - continuent à sensibiliser l'opinion à la nécessité d'enrayer les pertes de couches arables précieuses et de ressources génétiques.

Tous les pays ne sont pas en mesure de faire face à ces problèmes. Mais on est de plus en plus sensible au coût exorbitant d'un éventuel effondrement écologique.

La FAO s'emploie avec les pays, grâce à des programmes de terrain et à l'adoption par les pays du Programme d'action pour les forêts tropicales, à stopper le gâchis écologique.

Ainsi notre point de l'ordre du jour consacré aux "Stratégies régionales de lutte contre la dégradation des terres"³ est-il on ne peut plus pertinent. Cette question dominera le programme de la région dans les années 90.

³ APRC/92/4.

Ce document donne un aperçu complet des dangers qui guettent ces ressources fondamentales que sont la terre et l'eau. Vous examinerez en particulier les menaces que constituent les sols asphyxiants, la salinité du sol, l'utilisation inefficace de l'eau et le "minage" de la fertilité du sol.

La voix de l'Asie

Son Altesse Royale la princesse Maha Chakri Sirindhorn de Thaïlande a plaidé avec éloquence pour l'Asie à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation de 1991:

"Deux chiffres suffisent à illustrer la gravité de la menace. Les déserts d'Asie s'étendent d'un million d'hectares par an. Et le rythme auquel progresse le déboisement a doublé depuis le début des années 80..."

La Princesse s'est félicitée de l'initiative prise par la FAO d'aider les pays à élaborer un programme d'action à la Conférence sur l'agriculture et l'environnement qui s'est tenue au Pays-Bas. Elle a fait observer:

"Un thème commun relie entre eux tous ces documents, à savoir: nos ressources naturelles - qu'il s'agisse des forêts, de la terre ou des mers - doivent nourrir tous les hommes qui en sont à la fois les bénéficiaires et, ce qui est plus important, les curateurs... Nous devons donc utiliser ces ressources sans hypothéquer l'avenir. Une gestion honnête du patrimoine est un idéal commun à tous les grands systèmes éthiques du monde."

Nos ressources sont limitées. "L'accès écologique" aux ressources sera la préoccupation majeure des générations à venir. Vos gouvernements doivent mettre au point une stratégie propre à assurer une agriculture et un développement rural durables.

Pour mener à bien cette entreprise, les gouvernements et les organismes internationaux comme la FAO doivent rechercher avec plus de conviction l'appui des organisations de base. Les besoins des ruraux pauvres doivent constituer à la fois le point de départ et l'objectif final de toutes les politiques.

Réformes structurelles

Avant tout, il nous faut traiter les causes - et pas seulement les symptômes - des problèmes auxquels sont confrontés chaque jour les hommes et les femmes de nos campagnes. Le progrès technologique ne portera de fruits que s'il est accompagné de réformes institutionnelles en matière de régime foncier, de fiscalité, de droits de succession, de systèmes de crédit et de commercialisation.

Sans réforme structurelle, les espoirs que suscite la perspective d'une agriculture et d'un développement rural durables seront éphémères.

Comme je l'ai dit à la quinzième Conférence régionale de la FAO, les programmes ne manquent pas. La Charte mondiale des sols, adoptée par la vingt et unième Conférence de la FAO en 1981, demeure valable 10 ans après son adoption. Il en va de même de la Charte des paysans établie par la CMRADR en 1979.

La dégradation continue des sols et le blocage de la réforme agraire sont des lacunes dangereuses qui restent à combler.

Choix fondamentaux

La région Asie et Pacifique se trouve aujourd'hui à un carrefour du développement.

Son agriculture ne pourra continuer à progresser grâce à une productivité accrue que si les bénéfices sont partagés équitablement avec les pauvres. L'équité sociale est elle-même la seule motivation crédible qui garantira la conservation de la base écologique. C'est dans ces conditions seulement que la région pourra entrer dans le 21ème siècle avec confiance.

L'autre voie consisterait à continuer à dilapider la base de ressources naturelles de la région sous la pression de la croissance démographique et d'aspirations humaines non satisfaites. L'insécurité permanente des pauvres se durcirait en désespoir.

En dernière analyse, la Conférence a pour objet de donner aux plus faibles d'entre nous les moyens d'accéder à une vie meilleure, à une vie plus humaine. D'ailleurs, le Mahatma ne répétait-il pas infatigablement que "les politiques en faveur des pauvres profitent à tous".

Il y a 3 000 ans, les agriculteurs du Punjab psalmodiaient un ancien hymne védique. Cet hymne résume magnifiquement la tâche qui nous attend à la fin de ce millénaire. "Attèle les boeufs à la charrue, proclame le *Rig-véda*, mets-les au joug, maintenant que le sein de la terre est prêt à recevoir la semence."

Namaste!

ISBN 92-5-203195-2



9 789252 031956

M-90 T0617F/1/5.92/350